



COMPTES CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2019

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	3
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ.....	4
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	5
BILAN CONSOLIDÉ	6
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	7
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS.....	8
1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE	8
1.1 BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019.....	8
1.2 PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 (CONTRATS DE LOCATION)	8
1.3 NOUVEAUX TEXTES D'APPLICATION OBLIGATOIRE APRÈS LE 31 DÉCEMBRE 2019	10
1.4 CONVERSION.....	10
1.5 PRINCIPALES SOURCES D'ESTIMATION	11
2. INFORMATIONS SECTORIELLES	12
2.1 SECTEURS OPÉRATIONNELS	12
2.2 CHIFFRE D'AFFAIRES.....	12
2.3 ACTIVITÉ COMMERCIALE ET EBIT PAR SECTEUR.....	13
3. INCIDENCE DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE.....	14
3.1 PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE.....	14
3.2 RÉSULTAT DES CESSIONS, VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE ET AUTRES	15
4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES.....	16
4.1 ÉCARTS D'ACQUISITION	16
4.2 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES.....	17
5. PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES.....	18
5.1 CO-ENTREPRISES	18
5.2 ENTREPRISES ASSOCIÉES.....	20
6. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	20
6.1 RÉSULTAT FINANCIER.....	20
6.2 TRÉSORERIE (DETTE FINANCIÈRE) NETTE	21
6.3 VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	24
6.4 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	24
6.5 SYNTHÈSE DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	25
6.6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS	26
7. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	30
7.1 CHARGE D'IMPÔT.....	30
7.2 IMPÔT COMPTABILISÉ EN CAPITAUX PROPRES	31
7.3 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT PRÉSENTÉS AU BILAN	31
8. CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION	33
8.1 CAPITAUX PROPRES	33
8.2 RÉSULTAT PAR ACTION	35
9. AVANTAGES AU PERSONNEL	35
9.1 EFFECTIF CONSOLIDÉ	35
9.2 CHARGES DE PERSONNEL.....	35
9.3 PROVISIONS POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES À LONG TERME.....	36
9.4 RÉMUNÉRATIONS FONDÉES SUR DES ACTIONS	39
9.5 RÉMUNÉRATION DES DIRigeANTS	41
10. ACTIFS ET PASSIFS OPÉRATIONNELS COURANTS.....	41
10.1 STOCKS, EN-COURS ET COUTS D'EXÉCUTION DES CONTRATS	42
10.2 ACTIFS ET PASSIFS SUR CONTRATS	42
10.3 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	43
10.4 ÉCHÉANCIER DES CRÉANCES ET DES DETTES	43
10.5 ENGAGEMENTS LIÉS AUX CONTRATS COMMERCIAUX	44
11. LITIGES	45
12. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	45
13. PRINCIPES COMPTABLES.....	46
14. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	54
15. LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES.....	55

COMpte de RÉSULTAT CONSOLIDé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2019	2018
Chiffre d'affaires	note 2	18 401,0	15 854,7
Coût de l'activité		(13 877,3)	(11 870,3)
Frais de recherche et développement		(1 098,5)	(881,4)
Frais commerciaux		(1 382,9)	(1 097,6)
Frais généraux et administratifs		(636,7)	(554,3)
Coût des restructurations	note 10.3	(122,2)	(48,3)
Résultat opérationnel courant	note 2	1 283,4	1 402,8
Résultat des cessions, variations de périmètre et autres	note 3.2	218,6	(73,0)
Perte de valeur sur actifs immobilisés		--	--
Résultat opérationnel avant résultat des mises en équivalence		1 502,0	1 329,8
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		142,0	144,7
dont, quote-part dans le résultat net des co-entreprises	note 5.1	85,8	98,9
dont, quote-part dans le résultat net des entreprises associées	note 5.2	56,2	45,8
Résultat opérationnel après résultat des mises en équivalence		1 644,0	1 474,5
Intérêts financiers relatifs à la dette brute		(62,9)	(26,5)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents		19,6	19,6
Intérêts financiers nets	note 6.1	(43,3)	(6,9)
Autres résultats financiers	note 6.1	(84,4)	(78,3)
Résultat financier sur retraites et avantages à long terme	note 9.3	(68,9)	(47,2)
Impôt sur les bénéfices	note 7.1	(301,0)	(314,2)
Résultat net		1 146,4	1 027,9
Attribuable :			
aux actionnaires de la société mère		1 121,9	981,8
aux participations ne donnant pas le contrôle		24,5	46,1
Résultat par action (en euros)	note 8.2	5,28	4,62
Résultat par action dilué (en euros)	note 8.2	5,26	4,60

L'information sectorielle, incluant le calcul de l'EBIT, est présentée en note 2.3.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 (contrats de location) pour la première fois au 1^{er} janvier 2019. Conformément à la méthode de transition retenue, l'information comparative n'a pas été retraitée (note 1.2).

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	2019			2018		
	Total attribuable aux :			Total attribuable aux :		
	Actionnaires de la société mère	Part. ne donnant pas le contrôle	Total	Actionnaires de la société mère	Part. ne donnant pas le contrôle	Total
Résultat net de la période	1 121,9	24,5	1 146,4	981,8	46,1	1 027,9
Ecart de conversion *	35,9	(0,3)	35,6	(11,1)	1,9	(9,2)
Impôts différés (note 7.2)*	--	--	--	--	--	--
Co-entreprises (note 5.1)	0,7	--	0,7	0,3	--	0,3
Entreprises associées (note 5.2)	7,8	--	7,8	3,9	--	3,9
Net (note 8.1)	44,4	(0,3)	44,1	(6,9)	1,9	(5,0)
Couverture de flux de trésorerie *	(65,4)	1,1	(64,3)	(124,1)	1,8	(122,3)
Impôts différés (note 7.2)*	24,6	(0,5)	24,1	36,2	(0,5)	35,7
Co-entreprises (note 5.1)	0,3	--	0,3	11,6	--	11,6
Entreprises associées (note 5.2)	(4,9)	--	(4,9)	6,4	--	6,4
Net (note 8.1)	(45,4)	0,6	(44,8)	(69,9)	1,3	(68,6)
Eléments reclassés ultérieurement en résultat	(1,0)	0,3	(0,7)	(76,8)	3,2	(73,6)
Gains (pertes) actuariels / retraites *	(510,9)	(8,8)	(519,7)	293,9	0,6	294,5
Impôts différés (note 7.2)*	56,7	2,2	58,9	(7,0)	(0,1)	(7,1)
Co-entreprises (note 5.1)	(15,6)	--	(15,6)	(0,8)	--	(0,8)
Entreprises associées (note 5.2)	(0,1)	--	(0,1)	(0,2)	--	(0,2)
Net	(469,9)	(6,6)	(476,5)	285,9	0,5	286,4
Actifs financiers à la juste valeur	(12,4)	--	(12,4)	--	--	--
Eléments non reclassés ultérieurement en résultat	(482,3)	(6,6)	(488,9)	285,9	0,5	286,4
Autres éléments du résultat global, net d'impôt	(483,3)	(6,3)	(489,6)	209,1	3,7	212,8
Total du résultat global pour la période	638,6	18,2	656,8	1 190,9	49,8	1 240,7

* Sociétés contrôlées

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Nombre d'actions en circulation (milliers)</i>	<i>Capital</i>	<i>Primes</i>	<i>Réserves *</i>	<i>Couverture de flux de trésorerie</i>	<i>Ecarts de conversion</i>	<i>Actions propres</i>	<i>Total attrib. aux actionnaires de la sté mère</i>	<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>Capitaux propres totaux</i>
Au 1er janvier 2018	212 090	638,0	4 053,2	464,8	21,2	(218,2)	(52,5)	4 906,5	216,8	5 123,3
Résultat net de l'exercice	--	--	--	981,8	--	--	--	981,8	46,1	1 027,9
Autres éléments du résultat global	--	--	--	285,9	(69,9)	(6,9)	--	209,1	3,7	212,8
Résultat global 2018	--	--	--	1 267,7	(69,9)	(6,9)	--	1 190,9	49,8	1 240,7
Souscriptions d'actions réservées aux salariés	445	1,3	14,9	--	--	--	--	16,2	--	16,2
Distribution de dividendes de la société mère	--	--	--	(382,1)	--	--	--	(382,1)	--	(382,1)
Part des tiers dans les distributions des filiales	--	--	--	--	--	--	--	--	(41,7)	(41,7)
Paiements en actions	--	--	--	16,3	--	--	--	16,3	--	16,3
Achat / vente de titres d'autocontrôle	(79)	--	--	(21,1)	--	--	(14,8)	(35,9)	--	(35,9)
Autres	--	--	--	(12,3)	--	--	--	(12,3)	--	(12,3)
Variation de périmètre	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Au 31 décembre 2018	212 456	639,3	4 068,1	1 333,3	(48,7)	(225,1)	(67,3)	5 699,6	224,9	5 924,5
Impact de la norme IFRS 16 (note 1.2)	--	--	--	5,7	--	--	--	5,7	--	5,7
Au 1er janvier 2019 retraité	212 456	639,3	4 068,1	1 339,0	(48,7)	(225,1)	(67,3)	5 705,3	224,9	5 930,2
Résultat net de l'exercice	--	--	--	1 121,9	--	--	--	1 121,9	24,5	1 146,4
Autres éléments du résultat global	--	--	--	(482,3)	(45,4)	44,4	--	(483,3)	(6,3)	(489,6)
Résultat global 2019	--	--	--	639,6	(45,4)	44,4	--	638,6	18,2	656,8
Souscriptions d'actions réservées aux salariés	213	0,7	6,2	--	--	--	--	6,9	--	6,9
Distribution de dividendes de la société mère	--	--	--	(463,1)	--	--	--	(463,1)	--	(463,1)
Part des tiers dans les distrib. de dividendes des filiales	--	--	--	--	--	--	--	--	(18,3)	(18,3)
Paiements en actions	--	--	--	26,3	--	--	--	26,3	--	26,3
Achat / vente de titres d'autocontrôle	88	--	--	(40,8)	--	--	10,8	(30,0)	--	(30,0)
Rachat des intérêts minoritaires Gemalto (note 3.1)	--	--	--	(437,0)	--	--	--	(437,0)	7,2	(429,8)
Autres	--	--	--	2,2	--	--	--	2,2	0,9	3,1
Au 31 décembre 2019	212 757	640,0	4 074,3	1 066,2	(94,1)	(180,7)	(56,5)	5 449,2	232,9	5 682,1

* Cette rubrique inclut les écarts actuariels liés aux engagements de retraite, comptabilisés directement en capitaux propres, sans reclassement ultérieur en résultat (-1 621,6 M€ à fin 2018, - 2 132,5 M€ à fin 2019).

BILAN CONSOLIDÉ

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉS

La trésorerie nette du Groupe et son évolution sur les périodes considérées sont présentées en notes 6.2 et 6.3

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Tous les montants monétaires figurant dans ces notes sont exprimés en millions d'euros

1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Le 25 février 2020, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Thales pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Conformément à la législation française, les états financiers seront considérés comme définitifs lorsqu'ils auront été approuvés par les actionnaires du Groupe lors de l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 6 mai 2020.

Thales (société mère) est une société anonyme cotée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 552 059 024.

1.1 BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés de Thales sont conformes aux normes et interprétations IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2019¹.

Ces principes, décrits dans la note 13, sont cohérents avec ceux utilisés dans le cadre de la clôture au 31 décembre 2018, à l'exception de ceux relatifs aux contrats de location (norme IFRS 16 applicable au 1^{er} janvier 2019), dont les impacts sont décrits dans le paragraphe 1.2 ci-après.

L'interprétation IFRIC 23 (Positions fiscales incertaines), qui clarifie les règles de comptabilisation et d'évaluation des incertitudes liées à l'impôt sur les bénéfices, n'a pas d'impact significatif sur l'évaluation des impôts courants et différés du Groupe au 1^{er} janvier 2019. Conformément au nouveau texte, les passifs d'impôts incertains précédemment présentés dans les provisions pour risques et charges ont été reclassés dans les dettes d'impôts sur les sociétés (cf. note 10.3). Le bilan au 31 décembre 2018 n'a pas été retraité.

Les amendements à IFRS 9 (Clause de remboursement anticipé avec une pénalité), à IAS 28 (Intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise) et à IAS 19 (Modification, réduction ou liquidation de régime), ainsi que les améliorations annuelles des normes IFRS (cycle 2015-2017), d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019, n'ont pas d'incidence sur les comptes du Groupe.

Le Groupe a fait le choix d'appliquer par anticipation dès 2019 l'amendement aux normes IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 publié par l'IASB en septembre 2019 dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence. Cet amendement permet au Groupe de ne pas tenir compte des incertitudes sur le devenir des taux de référence dans l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture et/ou dans l'appréciation du caractère hautement probable du risque couvert, permettant ainsi de sécuriser les relations de couverture existantes ou à venir jusqu'à la levée de ces incertitudes. Les dérivés de taux documentés en couverture de dettes indexées à un taux de référence sont présentés en note 6.6.

1.2 PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 (contrats de location)

La norme IFRS 16 « Contrats de location » est applicable depuis le 1^{er} janvier 2019 et remplace la précédente norme IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées.

Le Groupe ayant retenu la méthode « rétrospective modifiée », les comptes comparatifs de 2018 inclus dans les états financiers 2019 n'ont pas été retraités.

Le Groupe est locataire de ses bureaux et sites de production dans la plupart des lieux où il opère. Les autres contrats de location dans le champ d'application d'IFRS 16 concernent des véhicules de fonction et marginalement quelques équipements informatiques. Sous IAS 17, ces contrats étaient exclusivement qualifiés de location simple et les loyers correspondants enregistrés en coût de période.

¹ disponibles sur le site <https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002>.

La norme IFRS 16 traite tous les contrats de location selon un modèle unique consistant à enregistrer au passif du preneur une dette de location (correspondant à la valeur actualisée des paiements futurs), et à l'actif un droit d'utilisation. Le droit d'utilisation est par la suite amorti sur la durée des contrats de location.

Les principes retenus par le Groupe pour l'évaluation et la comptabilisation des contrats de location sont décrits dans la note 13-h. Dans le cadre de la transition, le Groupe a retenu les règles suivantes prévues par la norme pour la détermination des valeurs à la date de première application au 1er janvier 2019 :

- les contrats avec une durée résiduelle inférieure à 12 mois à compter du 1er janvier 2019 n'ont pas donné lieu à la comptabilisation d'un actif et d'une dette, dans les conditions prévues par la norme ;
- les coûts directs initiaux ont été exclus de l'évaluation du droit d'utilisation ;
- la dette de location a été évaluée sur la base des taux d'actualisation au 1er janvier 2019 en tenant compte des durées résiduelles des contrats. Le taux d'actualisation moyen pondéré retenu s'élève à 1,47%.

La méthode de transition retenue conduit à considérer qu'à cette date, l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant de la dette de location, ajusté du montant des loyers payés d'avance et des avantages reçus des bailleurs.

Dans des cas limités (franchises de loyers significatives), et comme autorisé par la norme, l'actif a été évalué rétrospectivement. L'effet cumulé du changement de méthode a été enregistré en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019.

Les impôts différés associés ont été comptabilisés.

L'incidence de cette nouvelle norme sur les états financiers de 2019 est présentée ci-après :

Impacts sur le bilan consolidé	01/01/19	31/12/19
Droits d'utilisation liés aux contrats de location (présenté en immobilisations corporelles)*	1 481,5	1 650,9
Actifs courants	(4,9)	(3,0)
Total de l'actif	1 476,6	1 647,9
Capitaux propres	5,7	(5,1)
Dette de location (présentée au sein des dettes financières)	1 507,2	1 724,7
Passifs courants	(36,3)	(71,7)
Total du passif et des capitaux propres	1 476,6	1 647,9

* Les contrats immobiliers représentent 99% de l'actif.

Impacts sur le compte de résultat consolidé	2019
Résultat opérationnel courant *	12,4
Intérêts financiers relatifs à la dette de location	(27,4)
Impôt sur les sociétés	4,2
Résultat net	(10,8)

* La charge de loyers est désormais remplacée par une dotation aux amortissements des droits d'utilisation.

Impacts sur le tableau des flux de trésorerie consolidé	2019
Résultat net	(10,8)
A ajouter (déduire) :	
Charge (produit) d'impôt sur les bénéfices	(4,2)
Intérêts financiers relatifs à la dette de location	27,4
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation	229,3
Variation du besoin en fonds de roulement	(17,6)
Intérêts financiers payés	(21,1)
Cash-flow net des activités opérationnelles	203,0
Remboursement de la dette de location (présenté au sein des dettes financières)	(203,0)
Cash-flow net des activités de financement	(203,0)
Variation de trésorerie	--

Le rapprochement de la dette de location au 1^{er} janvier 2019 avec les engagements hors-bilan publiés à fin 2018 s'analyse comme suit :

Rapprochement de la dette de location avec les engagements hors bilan	M€
Engagements de location immobilière publiés à fin 2018	1 659,4
Ajustements des engagements hors bilan suite à réanalyse des baux	(44,9)
Autres engagements de location (véhicules et autres)	20,6
Effet de l'actualisation	(127,9)
Dette de location au 1^{er} janvier 2019	1 507,2

1.3 NOUVEAUX TEXTES D'APPLICATION OBLIGATOIRE APRÈS LE 31 DÉCEMBRE 2019

Les textes suivants ont été adoptés par l'IASB et seront applicables aux exercices indiqués ci-après, sous réserve de leur adoption par l'Union européenne (le cas échéant). Le processus de détermination des impacts potentiels de ces nouveaux textes sur les comptes consolidés est en cours.

Texte	Description	Première application	Adoption UE
Amendements à IFRS 3	Précise ce qu'est une « activité »	1 ^{er} janvier 2020	Oui
Amendements à IAS 1 et IAS 8 (Définition de la matérialité dans les états financiers)	Clarifie la définition du terme « significatif »	1 ^{er} janvier 2020	Oui
Amendement au cadre conceptuel	Actualise les références au cadre conceptuel de certaines normes IFRS	1 ^{er} janvier 2020	Oui

1.4 CONVERSION

Les principaux cours de change retenus pour la conversion des états financiers des filiales dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont les suivants :

	31 décembre 2019		31 décembre 2018		31 décembre 2017	
Euros	Clôture	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture	Moyen
Dollar australien	1,5995	1,6079	1,6220	1,5832	1,5346	1,4795
Livre Sterling	0,8508	0,8759	0,8945	0,8860	0,8872	0,8757
Dollar U.S.	1,1234	1,1195	1,1450	1,1793	1,1993	1,1370

1.5 PRINCIPALES SOURCES D'ESTIMATION

Dans le cadre de la préparation des comptes consolidés, le Groupe est conduit à effectuer des estimations et à retenir des hypothèses qui ont une incidence sur l'évaluation des résultats, des actifs et des passifs consolidés. Ces estimations sont fondées sur son expérience passée et intègrent les conditions économiques prévalant à la clôture ainsi que les informations disponibles à la date de préparation des états financiers. Dans le contexte économique mondial actuel, le degré de volatilité et le manque de visibilité sont élevés. Certains faits et circonstances à venir pourraient en conséquence conduire à des changements d'estimations ou d'hypothèses qui affecteraient la situation financière, le compte de résultat et/ou les flux de trésorerie du Groupe, en particulier sur les sujets suivants :

Contrats à l'avancement (note 10)

Une part très significative du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant du Groupe provient des contrats comptabilisés à l'avancement, et dont la réalisation s'étale souvent sur plusieurs exercices. La comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge relatifs à ces contrats lors d'un arrêté comptable dépend principalement :

- des estimations de chiffre d'affaires et de marge à terminaison, incluant notamment des provisions pour risques techniques et commerciaux ;
- des coûts encourus à date au regard des coûts totaux estimés à terminaison.

Le suivi des coûts encourus à date, ainsi que l'estimation des données à terminaison, s'appuient, pour chaque contrat, sur les systèmes et procédures internes du Groupe, impliquant notamment les chargés d'affaires. Ces estimations sont revues régulièrement par la direction des Opérations et la direction Financière, sous le contrôle de la Direction Générale, notamment à l'occasion de chaque clôture.

Litiges (note 11)

Le Groupe exerce ses activités en France et à l'international dans des environnements légaux et réglementaires complexes et évolutifs. De ce fait, il est exposé à des litiges techniques et commerciaux. Le Groupe procède au recensement et à la revue régulière de l'ensemble des contentieux et précontentieux de nature commerciale, civile ou pénale, et constitue le cas échéant des provisions comptables jugées raisonnables. Les incertitudes éventuelles relatives aux litiges en cours sont décrites dans la note 11.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition (ou « purchase accounting ») décrite dans la note 13-b : ainsi, à la date de prise de contrôle de l'entreprise, les actifs et passifs acquis sont évalués à leur juste valeur. Ces évaluations sont confiées à des experts indépendants qui fondent leurs travaux sur des hypothèses et sont amenés à estimer l'effet d'évènements futurs, incertains à la date d'acquisition.

Ecarts d'acquisition (note 4.1)

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de perte de valeur. La valeur des actifs concernés est appréciée à partir de données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis selon les procédures du Groupe. Des tests de sensibilité aux changements d'hypothèses majeures permettent de sécuriser les conclusions obtenues.

Retraites et avantages à long terme (note 9.3)

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme sont estimés sur des bases statistiques et actuarielles selon les modalités décrites en note 13-k. Les hypothèses actuarielles retenues (taux d'actualisation, taux d'inflation, tables de mortalité...) sont revues chaque année avec les actuaires.

Impôts différés actifs (note 7)

Les impôts différés actifs résultent des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs comptabilisés. La recouvrabilité de ces actifs est appréciée sur la base des données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis pour chacun des périmètres fiscaux considérés, et ce généralement sur un horizon de 5 ans.

2. INFORMATIONS SECTORIELLES

2.1 SECTEURS OPÉRATIONNELS

Les secteurs opérationnels présentés par le Groupe sont les suivants :

- Le secteur *Aérospatial* regroupe les Activités Mondiales "Avionique" et "Espace", qui développent des systèmes embarqués et des services pour des clients civils (avionneurs, compagnies aériennes, opérateurs de satellites) et étatiques/défense (Etats, agences spatiales et autres organismes parapublics) ;
- Le secteur *Transport* correspond à l'Activité Mondiale "Systèmes de Transport Terrestre", qui développe des systèmes et services pour une base de clientèle exclusivement civile d'opérateurs d'infrastructures de transport terrestre ;
- Le secteur *Défense et Sécurité* regroupe les Activités Mondiales "Systèmes d'Information et de Communication Sécurisés", "Systèmes Terrestres et Aériens" et "Systèmes de Mission de Défense", qui développent des équipements, systèmes et services pour les forces armées ainsi que pour la protection des réseaux et infrastructures, et dont la base de clientèle est majoritairement étatique/défense.
- Le secteur *Identité & Sécurité numériques* regroupe les activités de Gemalto (consolidé depuis le 1^{er} avril 2019), qui développent des solutions d'identification et de sécurité digitales pour une base de clientèle commerciale et étatique, et certaines activités digitales anciennement affectées au secteur Défense et Sécurité, en particulier dans la protection et l'analyse des données d'entreprise. Les données 2018 présentées ci-après ont été retraitées pour prendre en compte ce changement d'organisation.

En 2019, l'activité du Groupe se répartit entre des clients civils à hauteur de 55% et des clients militaires pour 45%.

2.2 CHIFFRE D'AFFAIRES

2019	Aérospatial	Transport	Défense & Sécurité	I&S numériques	Autres	Thales
Destination géographique :						
Europe	3 462,7	1 049,5	4 521,3	736,2	28,6	9 798,3
Amérique du Nord	780,5	88,6	467,0	758,0	7,4	2 101,5
Australie et Nouvelle Zélande	53,0	40,3	812,0	52,5	0,1	957,9
Total marchés matures	4 296,2	1 178,4	5 800,3	1 546,7	36,1	12 857,7
Marchés émergents *	1 298,9	731,7	2 464,3	1 005,2	43,2	5 543,3
Total	5 595,1	1 910,1	8 264,7	2 551,9	79,3	18 401,0
Méthode comptable :						
À l'avancement	3 383,9	1 632,4	6 708,1	472,9	36,0	12 233,3
À un moment précis	2 211,2	277,7	1 556,6	2 079,0	43,2	6 167,7
Total	5 595,1	1 910,1	8 264,7	2 551,9	79,2	18 401,0

2018	Aérospatial	Transport	Défense & Sécurité	I&S numériques	Autres	Thales
Destination géographique :						
Europe	3 564,8	1 083,7	4 023,3	33,0	30,7	8 735,5
Amérique du Nord	769,5	60,4	408,3	126,6	2,2	1 367,0
Australie et Nouvelle Zélande	48,8	39,3	767,3	2,5	--	857,9
Total marchés matures	4 383,1	1 183,4	5 198,9	162,1	32,9	10 960,4
Marchés émergents *	1 396,4	817,1	2 628,8	29,8	22,2	4 894,3
Total	5 779,5	2 000,5	7 827,7	191,9	55,1	15 854,7
Méthode comptable:						
À l'avancement	3 615,4	1 734,2	6 197,8	27,6	21,1	11 596,0
A un moment précis	2 164,1	266,3	1 629,9	164,3	34,0	4 258,7
Total	5 779,5	2 000,5	7 827,7	191,9	55,1	15 854,7

* Marchés émergents : tous pays hors Europe, Amérique du Nord, Australie et Nouvelle-Zélande

2.3 ACTIVITÉ COMMERCIALE ET EBIT PAR SECTEUR

Dans le cadre du suivi des performances opérationnelles et financières des entités, les dirigeants du Groupe examinent régulièrement certains indicateurs financiers clés, à caractère non strictement comptable, qui sont définis dans la note 13-a. Leur calcul permet d'exclure des éléments non opérationnels et non récurrents.

En particulier, l'*EBIT*, présenté ci-après par secteur, correspond au résultat opérationnel courant, auquel s'ajoute la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence. Ce total est corrigé des écritures enregistrées dans le cadre de regroupements d'entreprises (amortissement des actifs évalués dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition et autres charges directement liées à l'acquisition).

2019	Aérospatial	Transport	Défense et Sécurité	Digital I&S	Autres, élim, non alloués**	Thales
Carnet de commandes hors Groupe au 31/12	7 306,3	4 076,2	21 773,8	588,4	94,0	33 838,7
Prises de commandes hors Groupe	4 828,9	1 750,6	9 906,5	2 572,9	82,7	19 141,6
Chiffre d'affaires hors Groupe	5 595,1	1 910,1	8 264,7	2 551,9	79,2	18 401,0
Chiffre d'affaires inter-secteurs	86,2	2,5	338,1	8,6	(435,4)	--
Chiffre d'affaires total	5 681,3	1 912,6	8 602,8	2 560,5	(356,2)	18 401,0
EBIT	520,8	56,1	1 152,9	263,9	14,3	2 008,0
<i>Dont, part dans Naval Group</i>	--	--	--	--	64,7	64,7
<i>Hors Naval Group</i>	520,8	56,1	1 152,9	263,9	(50,4)	1 943,3
Acquisitions d'immos corp. et incorp.	124,1	19,6	162,9	68,4	128,3	503,3
Dot. aux amort. d'immos corp. et incorp. *	144,5	29,1	147,6	104,1	294,0	719,3

2018	Aérospatial	Transport	Défense et Sécurité	Digital I&S	Autres, élim, non alloués**	Thales
Carnet de commandes hors Groupe au 31/12	7 984,8	4 143,5	20 012,0	118,9	69,5	32 328,7
Prises de commandes hors Groupe	5 345,7	1 858,2	8 569,8	205,2	55,4	16 034,3
Chiffre d'affaires hors Groupe	5 779,5	2 000,5	7 827,7	191,9	55,1	15 854,7
Chiffre d'affaires inter-secteurs	66,9	5,7	295,2	5,4	(373,2)	--
Chiffre d'affaires total	5 846,4	2 006,2	8 122,9	197,3	(318,1)	15 854,7
EBIT	579,7	88,3	991,8	15,4	10,0	1 685,2
<i>Dont, part dans Naval Group</i>	--	--	--	--	62,7	62,7
<i>Hors Naval Group</i>	579,7	88,3	991,8	15,4	(52,7)	1 622,5
Acquisitions d'immos corp. et incorp.	128,8	12,8	141,3	5,9	104,4	393,2
Dot. aux amort. d'immos corp. et incorp.	133,9	11,4	119,2	3,7	113,8	382,0

* Ce montant inclut les dotations liées au droit d'utilisation des contrats de location mais exclut celles relatives au PPA (375,3 M€ liés aux actifs incorporels acquis et 17,3 M€ au titre de la réévaluation des actifs corporels)

** Le carnet de commandes, les prises de commandes et le chiffre d'affaires figurant en « Autres, élim & non alloués » concernent les activités corporate (Thales société-mère, Thales Global Services, centres de recherche du Groupe, pôle immobilier), ainsi que l'élimination des flux entre les secteurs.

L'EBIT non alloué inclut la quote-part du Groupe (35%) dans le résultat net de Naval Group, le résultat des activités corporate non imputable aux secteurs, ainsi que le coût des surfaces inoccupées par les secteurs. Les autres coûts (principalement les résultats de holdings étrangères non refacturés et la charge liée aux paiements en actions) ont été réalloués aux secteurs au prorata du chiffre d'affaires hors Groupe.

Le carnet de commandes à fin 2019 s'élève à 33 838,7 M€. Environ 75% de ce solde devrait se traduire en chiffre d'affaires dans les 3 ans.

Le rapprochement entre le résultat opérationnel courant et l'EBIT s'analyse comme suit :

	2019	2018
Résultat opérationnel courant	1 283,4	1 402,8
Moins, amortissement des actifs acquis :	527,5	102,8
- Actifs incorporels	375,3	102,8
- Actifs corporels	17,3	--
- Stocks et en-cours	74,0	--
- Revenus différés	60,9	--
Moins, charges directement liées aux acquisitions :	26,5	7,9
- Restructurations	20,7	--
- Autres charges	5,8	7,9
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	142,0	144,7
Moins, amortissement des actifs acquis / sociétés en équivalence	28,6	27,0
EBIT	2 008,0	1 685,2

3. INCIDENCE DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

3.1 PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

- En décembre 2017, Thales et Gemalto (leader dans la sécurité numérique) ont annoncé la signature d'un accord de rapprochement incluant une offre en numéraire, au prix de 51€ par action ordinaire coupon attaché (valorisant ainsi les fonds propres à environ 4,8 mds €). Le règlement-livraison de l'offre initiale est intervenu le 2 avril 2019. A cette date, Thales avait acquis 79 827 790 titres Gemalto pour un montant de 4,07 Mds €, représentant 85,51% du capital. A l'issue de la période de réouverture de l'offre, 10 742 274 actions supplémentaires ont été apportées à l'offre. Afin d'obtenir la totalité des actions Gemalto, le Groupe a lancé le 29 mai 2019 une procédure de retrait obligatoire de la cote Euronext. La chambre de commerce de la cour d'appel d'Amsterdam (Pays-Bas) ayant rendu le 17 septembre 2019 son jugement dans le cadre de la procédure de retrait obligatoire visant les actions Gemalto, Thales a pu racheter début octobre la totalité des actions encore en circulation à cette date, amenant ainsi le pourcentage de détention par Thales des actions Gemalto à 100%. Gemalto est consolidé dans les états financiers de Thales depuis le 1er avril 2019. Le Groupe a procédé à une allocation préliminaire du prix d'acquisition. Conformément à IFRS 3, cette allocation sera finalisée d'ici au 31 mars 2020.

En M€	Juste valeur à la date d'acquisition
Technologies acquises	1 240,6
Relations clientèle acquises	661,0
Marques acquises	350,0
Autres	39,5
Immobilisations incorporelles	2 291,1
Immobilisations corporelles	500,3
Autres actifs et passifs courants et non courants	309,2
Dette financière nette	(730,0)
Impôts courants et différés passifs nets	(615,0)
Actif net	1 755,6
Prix d'acquisition de 85,51% des titres	(I)
Quote-part dans les actifs et passifs acquis (85,51%)	(II)
Ecart d'acquisition	(I) – (II)
	2 570,0

Le Groupe a choisi de déterminer l'écart d'acquisition selon la méthode du goodwill partiel. Selon cette méthode, le rachat d'intérêts minoritaires (représentant 14,49% du capital de Gemalto) après la date de prise de contrôle constitue une transaction entre actionnaires.

En conséquence, l'écart entre le prix d'acquisition de ces intérêts (691 M€) et la part de Thales dans l'actif net acquis (254 M€) est comptabilisé en réduction des capitaux propres du Groupe (-437 M€).

Les honoraires directement liés à l'acquisition (consultants, conseils) ont été enregistrés au sein du « résultat des cessions, variations de périmètre et autres » (note 3.2).

La contribution de Gemalto aux résultats consolidés du Groupe au titre des 9 mois d'activité suivant l'acquisition est la suivante :

En M€	2019
Chiffre d'affaires	2 376,8
Résultat opérationnel courant *	(150,5)
EBIT	289,7

* dont, effet des revalorisations des actifs à la juste valeur dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition de Gemalto pour (-416,1 M€) et autres charges directement liées à l'acquisition (-23,2 M€).

Si l'acquisition de Gemalto avait eu lieu le 1er janvier 2019, les contributions aux résultats consolidés du Groupe au titre de l'exercice auraient été les suivantes :

En M€	2019
Chiffre d'affaires	3 028,3
Résultat opérationnel courant *	(239,9)
EBIT	299,3

* dont, effet des revalorisations des actifs à la juste valeur dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition de Gemalto pour (-515,1 M€) et autres charges directement liées à l'acquisition (-23,2 M€).

- Dans le cadre de cette transaction, comme demandé par certaines autorités de la concurrence, le Groupe a annoncé le 22 février 2019 avoir signé un accord définitif de cession de son activité de modules de sécurité matériels à usage général (GP HSM, *General Purpose Hardware Security Modules*) à la société Entrust datacard. La cession, finalisée début juin 2019 pour un prix de 362,4 M€, a conduit à la comptabilisation d'une plus-value de cession d'un montant de 223,2 M€. Thales ayant perdu le contrôle de cette activité début janvier 2019, les actifs et passifs correspondants ont été déconsolidés à compter de cette date. Le chiffre d'affaires de cette activité s'élevait à 106 M€ en 2018.
- En janvier 2019, Thales a finalisé l'acquisition des sociétés Ercom, spécialisée dans la sécurisation des communications et des terminaux, et Suneris (solutions de supervision et de contrôle des flux des réseaux de télécommunications) pour un montant de 100 M€. Ces sociétés ont réalisé un chiffre d'affaires d'environ 40 M€ en 2018. Elles sont consolidées par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2019. L'écart d'acquisition s'élève à 60 M€ après affectation.

3.2 RÉSULTAT DES CESSIONS, VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE ET AUTRES

	2019	2018
Cessions de titres et d'activités		
Activité GP HSM	213,9	12,4
Autres	223,2	--
	(9,3)	12,4
Honoraires directement liés aux acquisitions d'entreprises (consultants, conseils...)	(28,3)	(62,7)
Cessions d'actifs mobiliers et immobiliers	(1,5)	5,2
Incidence des liquidations / modifications de régimes de retraites (note 9)	34,5	(27,9)
Total	218,6	(73,0)

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

4.1 ÉCARTS D'ACQUISITION

a) Evolution

Les écarts d'acquisition sont affectés à des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou à des regroupements d'UGT qui correspondent aux Activités Mondiales du Groupe (GBU) :

	01/01/19	Acquisi-tions	Cessions	Reclas-sement	Var. change	31/12/19
Avionique	463,8	--	--	--	2,0	465,8
Espace	489,2	--	--	--	1,4	490,6
<i>Aérospatial</i>	953,0	--	--	--	3,4	956,4
Transport	875,3	4,5	--	--	--	879,8
Systèmes d'Information et de Comm. Sécurisés	850,6	60,0 (a)	(142,0) (b)	(119,3)	2,0	651,3
Systèmes Terrestres et Aériens	309,3	--	--	--	0,1	309,4
Systèmes de Mission de Défense	457,0	--	--	--	0,6	457,6
<i>Défense et Sécurité</i>	1 616,9	60,0	(142,0)	(119,3)	2,7	1 418,3
Identité & Sécurité numériques	--	2 605,5 (d)	--	119,3 (c)	2,2	2 727,0
Total	3 445,2	2 670,0	(142,0)		8,3	5 981,5

(a) Acquisition des sociétés Ercom et Suneris

(b) Cession de l'activité de modules de sécurité matériels à usage général (GP HSM)

(c) Réaffectation des écarts d'acquisition relatifs aux activités de Guavus et Thales e-Security, compte tenu du changement d'organisation. Cette réaffectation a été réalisée sur la base des justes valeurs relatives à cette date.

(d) Dont acquisition de Gemalto : 2 570,0 M€. L'allocation du prix d'acquisition sera finalisée d'ici au 31 mars 2020.

	01/01/18	Acquisi-tions	Cessions	Pertes de valeur	Var. change et autres	31/12/18
Avionique	472,2	--	--	--	(8,4)	463,8
Espace	488,6	--	--	--	0,6	489,2
<i>Aérospatial</i>	960,8	--	--	--	(7,8)	953,0
Transport	875,3	--	--	--	--	875,3
Systèmes d'Information et de Comm. Sécurisés	842,0	3,5	--	--	5,1	850,6
Systèmes Terrestres et Aériens	309,6	--	--	--	(0,3)	309,3
Systèmes de Mission de Défense	459,5	--	--	--	(2,5)	457,0
<i>Défense et Sécurité</i>	1 611,1	3,5	--	--	2,3	1 616,9
Total	3 447,2	3,5	--	--	(5,5)	3 445,2

b) Tests de dépréciation

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de perte de valeur annuels dans le cadre du calendrier budgétaire du Groupe. La valeur d'utilité est déterminée à partir des projections actualisées de flux de trésorerie d'exploitation futurs sur une durée de trois ans et d'une valeur terminale. Ces données sont issues des plans stratégiques établis selon les procédures du Groupe. Dans certains cas particuliers (acquisitions récentes, résultats annuels non normatifs ...), la valeur terminale est déterminée à partir de projections réalisées sur une durée appropriée.

A fin 2019 comme à fin 2018, les tests de dépréciation ont été réalisés avec une hypothèse de taux d'actualisation de 8% pour toutes les UGT, celles-ci présentant des niveaux de risques sensiblement équivalents, les risques spécifiques des UGT étant pris en compte dans les projections.

Les hypothèses retenues en matière de croissance de l'activité et de valeur terminale sont fondées sur une approche raisonnable et spécifique à chaque secteur (valeur terminale généralement basée sur la moyenne du résultat opérationnel courant des trois années du plan stratégique, croissance limitée à 2%).

A fin 2019, l'ensemble des valeurs d'utilité des UGT du Groupe demeure supérieur à leur valeur nette comptable.

c) Sensibilité des valeurs d'utilité

Le Groupe teste par ailleurs la sensibilité des valeurs d'utilité à une variation raisonnable des hypothèses structurantes. A fin 2019, une augmentation de 1 point du taux d'actualisation, une diminution de 1 point du taux de croissance ou une diminution de 2 points de la rentabilité opérationnelle des UGT du Groupe n'entraîneraient pas de dépréciation.

4.2 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

a) Evolution des immobilisations nettes

	01/01/19	Périmètre	Acquisi-tions	Cessions	Dot. aux amort.	Change et autres	31/12/19
Immobilisations incorporelles acquises	604,9	2 314,5	--	--	(375,3)	16,9	2 561,0
Frais de développement capitalisés	30,8	26,5	28,2	--	(27,4)	0,5	58,6
Autres	133,6	40,9	67,3	--	(64,3)	13,3	190,8
Immobilisations incorporelles	769,3	2 381,9	95,5	--	(467,0)	30,7	2 810,4
Droit d'utilisation des contrats de location	1 481,5	109,5	298,7	--	(229,3)	(9,5)	1 650,9
Autres immobilisations corporelles *	1 808,9	384,7	407,8	(7,0)	(416,2)	1,3	2 179,5
Immobilisations corporelles	3 290,4	494,2	706,5	(7,0)	(645,5)	(8,2)	3 830,4
Total	4 059,7	2 876,1	802,0	(7,0)	(1 112,5)	22,5	6 640,8
Moins, nouveaux contrats de location			(298,7)				
Investissement d'exploitation **			503,3				

* Dont 115 M€ au titre de l'allocation du prix d'acquisition de Gemalto, amorti à hauteur de 17,3 M€ en 2019.

** Présenté dans le tableau des flux de trésorerie.

	01/01/18	Acquisi-tions	Cessions	Dotations aux amort.	Change et autres	31/12/18
Immobilisations incorporelles acquises	694,6	--	--	(102,8)	13,1	604,9
Frais de développement capitalisés	52,2	15,6	--	(16,3)	(20,7)	30,8
Autres	136,7	53,8	--	(49,7)	(7,2)	133,6
Immobilisations incorporelles	883,5	69,4	--	(168,6)	(14,8)	769,3
Immobilisations corporelles	1 819,9	323,8	(12,9)	(316,4)	(5,5)	1 808,9
Total	2 703,4	393,2	(12,9)	(485,0)	(20,3)	2 578,2

b) Détail par nature

	31/12/19			31/12/18
	Brut	Amort.	Net	Net
Technologies acquises	2 140,4	(674,6)	1 465,8	391,7
Relations clientèle acquises	1 251,2	(452,3)	798,9	196,8
Carnets de commandes acquis	287,4	(272,1)	15,3	11,4
Marques	351,8	(73,3)	278,5	--
Autres	73,5	(71,0)	2,5	5,0
Actifs incorporels acquis (regroupements d'entreprises)	4 104,3	(1 543,3)	2 561,0	604,9
Frais de développement	960,0	(901,4)	58,6	30,8
Autres immobilisations incorporelles	1 043,9	(853,1)	190,8	133,6
Immobilisations incorporelles	6 108,2	(3 297,8)	2 810,4	769,3
Droit d'utilisation des contrats de location	1 996,1	(345,2)	1 650,9	--
Terrains	62,7	(9,2)	53,5	51,4
Constructions	2 119,5	(1 320,8)	798,7	721,3
Installations techniques, matériel et outillages industriels	3 505,9	(2 662,6)	843,3	583,9
Autres immobilisations corporelles	1 326,1	(842,1)	484,0	452,3
Immobilisations corporelles	9 010,3	(5 179,9)	3 830,4	1 808,9

5. PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

5.1 CO-ENTREPRISES

a) Part du Groupe dans la situation nette et le résultat des co-entreprises

	Participations dans les co-entreprises		Quote-part dans le résultat net		Quote-part dans le résultat global	
	31/12/19	31/12/18	2019	2018	2019	2018
Naval Group (35%)	746,7	732,5	37,5	37,4	28,4	37,1
Autres co-entreprises *	343,4	353,8	48,3	61,5	42,8	72,9
Total	1 090,1	1 086,3	85,8	98,9	71,2	110,0

* Individuellement non significatives, la valeur de chaque participation représentant moins de 10% de la valeur totale.

b) Evolution des titres de participation dans les co-entreprises

	31/12/19	31/12/18
Titres de participations à l'ouverture	1 086,3	1 001,9
Quote-part dans le résultat net des co-entreprises	85,8	98,9
Différences de conversion	0,7	0,3
Couvertures de flux de trésorerie	0,3	11,6
Gains (pertes) actuariels sur retraite	(15,6)	(0,8)
Quote-part dans le résultat global des co-entreprises	71,2	110,0
Dividendes versés	(72,4)	(43,0)
Augmentations de capital et autres	5,0	17,4
Titres de participations à la clôture	1 090,1	1 086,3

c) Informations financières résumées relatives à Naval Group

Thales détient 35 % du capital de Naval Group et participe conjointement avec l'État français à la gouvernance de la société. Naval Group est un groupe spécialisé dans l'industrie navale de défense.

Les états financiers de Naval Group, après retraitements d'intégration dans les comptes de Thales (notamment liés aux actifs incorporels acquis), se présentent comme suit :

Bilan résumé à 100%	31/12/19	31/12/18
Actifs non courants	2 184,4	2 111,0
Actifs courants	4 551,6	4 699,2
Total de l'actif	6 736,0	6 810,2
Capitaux propres retraités, part de l'entité	1 299,1	1 258,6
Participations ne donnant pas le contrôle	16,6	21,9
Passifs non courants	609,1	561,3
Passifs courants	4 811,2	4 968,4
Total du passif et des capitaux propres	6 736,0	6 810,2
Trésorerie nette	1 903,3	1 992,1

Intégration dans Thales	31/12/19	31/12/18
Capitaux propres retraités, part de l'entité	1 299,1	1 258,6
% de détention par Thales	35%	35%
Quote-part Thales	454,7	440,5
Ecart d'acquisition	292,0	292,0
Participation dans la co-entreprise	746,7	732,5

Compte de résultat à 100%	2019	2018
Chiffre d'affaires	3 712,1	3 608,3
Résultat opérationnel après mises en équivalence *	167,3	144,6
Résultat financier	(7,1)	0,9
Impôt	(58,1)	(53,2)
Résultat net retraité *	101,7	92,3
<i>Dont, part de l'entité</i>	<i>107,1</i>	<i>106,9</i>
<i>Dont, participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(5,4)</i>	<i>(14,6)</i>

Intégration dans Thales	2019	2018
Résultat net retraité, part de l'entité	107,1	106,9
% de détention par Thales	35%	35%
Quote-part dans le résultat net de la co-entreprise	37,5	37,4
<i>Dont, amortissement du PPA</i>	<i>(27,2)</i>	<i>(25,3)</i>
Quote-part dans le résultat net de la co-entreprise avant amortissement du PPA	64,7	62,7
Dividendes reçus de la co-entreprise	15,4	10,1

* Après prise en compte des retraitements Thales, et notamment du PPA

d) Engagements à l'égard des co-entreprises

Au 31 décembre 2019, l'en-cours des cautions, avals et garanties, donnés par Thales société mère en soutien de ses co-entreprises s'élève à 390,2 M€ (381,2 M€ au 31 décembre 2018).

La politique du Groupe est de n'émettre ces engagements qu'à hauteur de la participation de Thales ou d'obtenir une contregarantie par l'autre actionnaire à hauteur de la participation de ce dernier.

e) Transactions avec les co-entreprises

Le montant des transactions avec les co-entreprises est présenté ci-après :

	2019	2018
Chiffre d'affaires	490,9	584,7
Achats	191,6	191,0
Prêts et comptes courants financiers débiteurs	32,6	40,0
Emprunts et comptes courants financiers créditeurs	7,5	11,3

5.2 ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les principales entreprises associées sont listées dans la note 15. Aucune de ces sociétés n'est individuellement significative au regard des agrégats consolidés. Les informations requises sont donc présentées de manière agrégée dans les tableaux ci-après.

a) Evolution des titres de participation dans les entreprises associées

	31/12/19	31/12/18
Titres de participation à l'ouverture	220,0	210,1
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	56,2	45,8
Différences de conversion	7,8	3,9
Couvertures de flux de trésorerie	(4,9)	6,4
Gains (pertes) actuariels sur retraite	(0,1)	(0,2)
Quote-part dans le résultat global des entreprises associées	59,0	55,9
Dividendes versés	(38,6)	(44,1)
Périmètre et autres	2,6	(1,9)
Titres de participation à la clôture	243,0	220,0

b) Engagements à l'égard des entreprises associées

Le Groupe n'a pas d'engagement hors bilan significatif à l'égard des entreprises associées.

6. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

6.1 RÉSULTAT FINANCIER

a) Intérêts financiers nets

	2019	2018
Intérêts financiers relatifs aux contrats de location	(27,4)	--
Autres charges financières :		
- sur dette brute	(24,2)	(24,8)
- sur swaps de taux	(11,3)	(1,7)
	(35,5)	(26,5)
Produits financiers sur trésorerie et équivalents de trésorerie	19,6	19,6
Total	(43,3)	(6,9)

b) Autres résultats financiers

	2019	2018
Profits (pertes) de change	(9,0)	(9,6)
Inefficacité des couvertures de change	0,7	(2,5)
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change *	(72,5)	(62,1)
Résultat de change	(80,8)	(74,2)
Frais liés à la mise en place du crédit relais Gemalto	--	(8,4)
Autres	(3,6)	4,3
Total	(84,4)	(78,3)

* Ce montant se compose des variations de juste valeur du report/déport (-64,8 M€ en 2019,-55,2 M€ en 2018), et des impacts liés à la valeur temps des options de change pour les dérivés documentés en couverture (-6,0 M€ en 2019,-5,6 M€ en 2018), ainsi que des variations de juste valeur des dérivés non documentés en couverture.

6.2 TRÉSORERIE (DETTE FINANCIÈRE) NETTE

La trésorerie (dette financière) nette du Groupe s'établit comme suit :

	31/12/19	31/12/18
Actifs financiers courants	15,9	256,0
Trésorerie et équivalents trésorerie	2 931,4	5 637,5
Trésorerie et autres placements (I)	2 947,3	5 893,5
Dettes financières	4 533,2	2 713,0
Dettes de location	1 724,7	--
Dette brute * (II)	6 257,9	2 713,0
Trésorerie (dette) nette (I - II)	(3 310,6)	3 180,5

* Dont :

<i>Dettes financières à long terme</i>	4 306,4	2 408,5
<i>Dettes financières à court terme</i>	1 968,3	321,2
<i>Instrument dérivé en couverture de taux</i>	(16,8)	(16,7)

a) Actifs financiers courants

	31/12/19	31/12/18
Comptes courants débiteurs auprès de parties liées	15,5	3,5
Dépôts à terme *	--	250,0
Intérêts courus	0,4	2,5
Actifs financiers courants	15,9	256,0

* Dépôts auprès de banques de premier rang sur des comptes à terme d'une maturité entre 3 et 12 mois.

b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie disponible figurant à l'actif consolidé s'élève à 2 931,4 M€ au 31 décembre 2019 (5 637,5 M€ au 31 décembre 2018). Elle inclut :

- 1 961,5 M€ détenus par la société mère et mobilisables immédiatement (4 809,4 M€ à fin 2018). Ces montants incluent 51,4 M€ (3 249,4 M€ à fin 2018) de dépôt bancaires à vue et à terme ou en OPCVM monétaires ;
- 969,9 M€ de positions bancaires créditrices des filiales (828,1 M€ à fin 2018), principalement à l'étranger. Ce montant comprend, entre autres, les encaissements intervenus dans les derniers jours de l'exercice qui sont ultérieurement transférés à la trésorerie centralisée.

c) Dettes financières

	31/12/19	31/12/18
Emprunts obligataires	3 286,7	2 400,0
Emprunt à terme	80,0	--
Billets de trésorerie	746,0	--
Comptes courants créiteurs auprès de parties liées	165,9	158,0
Découverts bancaires	167,7	94,7
Dettes sur acquisition de titres	59,6	43,3
Intérêts courus et autres dettes	27,3	17,0
Dette financière brute	4 533,2	2 713,0

En 2019, le Groupe a procédé :

- A une nouvelle émission obligataire de 500 M€ à taux fixe à 3 ans assortie d'un coupon de 0%. Cette émission a permis au Groupe de conforter sa flexibilité financière et s'inscrit dans le cadre de la gestion active de sa liquidité ;
- Au transfert à Thales SA de l'emprunt coté à Luxembourg, émis par Gemalto dans le cadre de l'acquisition de Safenet pour 387 M€ ;
- Au remboursement anticipé de l'ensemble des placements privés effectués par Gemalto aux Etats-Unis (USPP) pour 264 M€.

▪ **Caractéristiques des emprunts obligataires :**

A fin décembre 2019, les emprunts obligataires s'analysent comme suit :

Nominal	Date d'émission	Date d'échéance	Nature de taux	Coupon	Taux d'intérêt effectif	
					Avant couverture	Après couverture
500 M€	avril 2018	avril 2020	variable	Euribor 3 M + 0,2%	-0,13%	-0,13%
300 M€	mars 2013	mars 2021	fixe *	2,25%	2,40%	1,04%
387 M€ **	sept 2014	sept. 2021	fixe	2,125%	0,55%	0,55%
500 M€	mai 2019	mai 2022	fixe	0%	0,02%	0,02%
600 M€	juin 2016	juin 2023	fixe *	0,75%	0,84%	0,98%
500 M€	avril 2018	avril 2024	fixe	0,875%	0,94%	1,11%
500 M€	janvier 2018	janvier 2025	fixe	0,75%	0,91%	0,91%

* Après retournement, intervenu au cours du premier semestre 2018, des swaps mis en place à l'origine

** Emprunt coté à Luxembourg émis par Gemalto dans le cadre de l'acquisition de Safenet et transféré en juin 2019 à Thales SA qui s'est substitué à Gemalto auprès des porteurs obligataires. Le taux effectif prend en compte l'évaluation de l'emprunt à la juste valeur au 2 avril 2019.

▪ **Dette brute par échéance :**

31/12/19	Total	Echéances				
		2020	2021	2022	2023	>2023
Dette brute au bilan*	4 533,2	1 740,9	697,3	501,0	598,1	995,9
Flux de trésorerie contractuels	4 605,3	1 742,0	716,1	515,4	614,5	1 017,3

31/12/18	Total	Echéances				
		2019	2020	2021	2022	>2022
Dette brute au bilan*	2 713,0	321,2	504,4	295,9	0,4	1 591,1
Flux de trésorerie contractuels	2 801,6	322,3	521,0	317,0	14,4	1 626,9

* après déduction de la juste valeur des dérivés de taux.

▪ **Ventilation de la dette brute par devise**

	31/12/19	31/12/18
Euro	4 349,8	2 585,2
Dollar Canadien	109,5	38,9
Dollar US	54,9	46,9
Autres	19,0	42,0
Total	4 533,2	2 713,0

▪ Evolution de la dette financière brute :

	31/12/18	Flux de trésorerie	Autres variations			31/12/19
			Périmètre	Change	Autres *	
Dette financière brute	2 713,0	835,7	891,5	116,7	(23,7)	4 533,2

	31/12/17	Flux de trésorerie	Autres variations			31/12/18
			Périmètre	Change	Autres *	
Dette financière brute	1 643,3	1 060,5	--	13,7	(4,5)	2 713,0

* Incluant la variation de valeur des dérivés en couverture d'emprunts obligataires.

d) Dettes de location

▪ Evolution de la dette de location:

	01/01/19	Flux de trésorerie (a)	Autres variations			31/12/19
			Périmètre	Change	Nouvelles dettes (b)	
Dette financière brute	1 507,2	(203,0)	115,3	6,5	298,7	1 724,7

(a) : Part des loyers versés correspondant au remboursement de la dette de location.

(b) : Nouveaux baux signés en 2019, et impact des renégociations de baux existants.

▪ Echéancier de la dette au 31 décembre 2019 :

31/12/19	Total	Echéances				
		2020	2021	2022	2023	>2023
Dette de location (actualisée)	1 724,7	227,4	210,6	185,3	163,3	938,1

6.3 VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE

	2019	2018
Trésorerie (dette) nette à l'ouverture avant IFRS 16	3 180,5	2 971,4
Dettes de location au 1 ^{er} janvier 2019	(1 507,2)	--
Trésorerie (dette) nette à l'ouverture	1 673,3	2 971,4
Cash-flow net des activités opérationnelles	1 770,2	1 092,7
Moins, contribution au titre de la réduction des déficits de retraite au UK	98,1	98,3
Investissements nets d'exploitation	(496,3)	(380,3)
Free cash-flow opérationnel	1 372,0	810,7
Investissements dans les filiales et participations	(4 980,1)	(71,7)
<i>Dont, Gemalto</i>	(4 762,4)	--
Dette nette des sociétés acquises	(729,4)	--
Cessions de filiales et participations	364,1	10,6
<i>Dont, General Purpose HSM</i>	361,7	--
Contribution au titre de la réduction des déficits de retraite au UK	(98,1)	(98,3)
Variation des prêts financiers	(11,1)	18,8
Distribution de dividendes par la société mère	(463,0)	(382,1)
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales	(18,4)	(41,7)
Rachats d'actions et levées d'options de souscription d'actions	(23,0)	(19,4)
Nouvelles dettes de location	(298,7)	--
Variations de change et autres	(98,2)	(17,8)
Variation totale	(4 983,9)	209,1
Trésorerie (dette) nette à la clôture	(3 310,6)	3 180,5

6.4 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

a) Titres de participation non consolidés

Les titres de participation non consolidés s'élèvent à 196,3 M€ à fin 2019 contre 123,9 M€ à fin 2018.

Ils incluent en particulier l'investissement de Thales Alenia Space dans la société américaine Spaceflight Industries, dans le cadre du projet de constellation «BlackSky » ainsi que, à fin 2019, la participation dans la société Goldpac Group Limited (18%), cotée à Hong-Kong, spécialisée dans la production et la vente de logiciels embarqués et de produits de paiement sécurisé.

b) Actifs financiers non courants

	31/12/19	31/12/18
Prêts accordés à des partenaires	72,7	88,1
Prêts accordés dans le cadre des plans d'actionnariat salarié	11,4	0,4
Autres créances et prêts évalués au coût amorti	56,7	45,8
Placements évalués en valeur de marché	38,2	39,6
Valeur brute	179,0	173,9
Provisions pour dépréciation	(4,9)	(4,0)
Net	174,1	169,9

6.5 SYNTHÈSE DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

A fin 2019, les catégories d'actifs et passifs financiers restent identiques à celles présentées à fin 2018.

Les créances clients, dettes fournisseurs et avances remboursables sont des actifs et passifs financiers au sens d'IAS 32 et IFRS 9, évalués au coût amorti. Ils sont décrits dans la note 10.

	31/12/19						31/12/18	
	Au coût amorti	Résultat	Juste valeur par :		Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur
			capitaux propres non recyclable	capitaux propres recyclable				
Actifs financiers non courants :								
Titres de participation	--	--	196,3	--	196,3	196,3	123,9	123,9
Créances et prêts financiers, non courants	135,9	38,2	--	--	174,1	174,1	169,9	169,9
Dérivés documentés en couverture	--	16,8	--	--	16,8	16,8	16,7	16,7
Actifs financiers courants :								
Dérivés documentés en couverture	--	--	--	108,2	108,2	108,2	90,1	90,1
Dérivés non documentés en couverture	--	1,4	--	--	1,4	1,4	1,5	1,5
Actifs financiers courants	15,9	--	--	--	15,9	15,9	256,0	256,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 880,0	51,4	--	--	2 931,4	2 931,4	5 637,5	5 637,5
Passifs financiers non courants :								
Dettes financières à long terme	4 289,6	16,8	--	--	4 306,4	4 369,4	2 408,5	2 424,7
Dérivés documentés en couverture	--	--	--	14,5	14,5	14,5	13,1	13,1
Passifs financiers courants :								
Dérivés documentés en couverture	--	--	--	149,3	149,3	149,3	270,7	270,7
Dérivés non documentés en couverture	--	1,2	--	--	1,2	1,2	3,0	3,0
Dettes financières à court terme	1 968,3	--	--	--	1 968,3	1 968,6	321,2	321,2

La norme IFRS 13 requiert de hiérarchiser les différentes techniques de valorisation pour chaque actif et passif financier. Les catégories sont définies comme suit :

- ✓ niveau 1 : référence directe à des prix cotés (non ajustés) accessibles sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;
- ✓ niveau 2 : technique de valorisation reposant sur des données autres que les prix cotés, qui sont observables directement ou indirectement ;
- ✓ niveau 3 : technique de valorisation reposant sur des données non observables.

La juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti est proche de la valeur comptable, à l'exception des dettes financières.

La juste valeur de la dette obligataire est déterminée sur la base des cours cotés (niveau 1). La juste valeur des autres dettes financières est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs avec un taux correspondant à la courbe de taux d'intérêt Euribor à la clôture de l'exercice corrigé du risque de crédit du Groupe (niveau 2).

La juste valeur des OPCVM monétaires et non monétaires est évaluée selon leurs dernières valeurs liquidatives connues. La juste valeur des produits de taux (certificats de dépôts, comptes à terme, bons à moyen terme négociables, ...) est basée sur une actualisation du flux du coupon et du pied de coupon (nominal et intérêts) sur la durée restant à courir du produit à la date de clôture. Le taux d'actualisation utilisé dans ce cadre est le taux de marché correspondant à la maturité et aux caractéristiques des produits.

La juste valeur des dérivés est évaluée sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers (modèles intégrant des données de marché observables). La prise en compte du risque de défaut de la contrepartie et du risque de crédit propre de l'entité est sans impact significatif sur la juste valeur des dérivés.

6.6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

a) Gestion du risque de marché

Thales couvre les risques de change et de taux en utilisant des dérivés de gré à gré souscrits avec des banques de premier rang. La valeur comptable des dérivés utilisés dans le cadre de la gestion des risques de marché est présentée ci-dessous.

	31/12/19		31/12/18	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés non courant :				
- instruments dérivés de taux	16,8	14,5	16,7	13,1
Instruments dérivés courant :				
- instruments dérivés de change	108,2	150,5	90,2	273,5
- instruments dérivés de taux	1,4	--	1,4	0,2
Instruments dérivés de change, net	(42,3)		(183,3)	
Instruments dérivés de taux, net	3,7		4,8	

• Risque de change

Thales couvre les risques de change nés de la négociation de contrats en devises différentes de la devise principale de production, les risques de change générés par les opérations commerciales courantes, les risques de change liés à la centralisation de trésorerie et dans certains cas, les risques patrimoniaux sur ses actifs nets à l'étranger.

Aux 31 décembre 2018 et 2019, le montant des dérivés en portefeuille s'analyse comme suit :

INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE CHANGE	31/12/19					31/12/18	
	valeur nominale				valeur de marché	valeur nominale	valeur de marché
	USD	GBP	Autres	Total			
Couvertures de négociations et opérations commerciales							
Documentées en couverture :							
Ventes à terme de devises	3 193,0	873,7	2 293,4	6 360,0	(41,1)	6 078,6	
Achats à terme de devises	1 029,8	529,0	1 997,8	3 556,6		3 809,4	(83,0)
Options vendeuses de devises (call et put)	--	--	--	--	2,5	--	0,1
Options acheteuses de devises (call et put)	133,5	--	--	133,5		43,7	
Non documentées en couverture :							
Options vendeuses de devises (call et put)	--	5,0	89,2	94,2	0,5	36,8	
Options acheteuses de devises (call et put)	29,8	--	66,1	95,9		47,0	0,1
Couvertures liées à la centralisation de trésorerie (documentées en couverture)							
Swaps de change vendeurs de devises	749,5	0,3	330,6	1 080,4	13,0	405,9	
Swaps de change acheteurs de devises	--	252,9	184,1	437,0		446,1	8,3
Couvertures d'actifs nets à l'étranger (documentées en couverture)							
Swaps de change vendeurs de devises	655,9	--	--	655,9		638,1	
Swaps de change acheteurs de devises	--	630,1	--	630,1	(16,7)	519,4	(105,8)
Couvertures d'actifs nets à l'étranger (non documentées en couverture)							
Swaps de change vendeurs de devises	29,2	--	--	29,2		25,4	
Swaps de change acheteurs de devises	--	28,4	--	28,4	(0,5)	21,2	(3,0)
Actif net total				(42,3)			(183,3)

Les montants nominaux sont convertis en euros au cours de clôture.

La maturité des dérivés relatifs aux couvertures d'opérations commerciales est généralement inférieure à 3 ans. La maturité des dérivés est ajustée aux échéances de paiement des contrats couverts par la mise en place de swaps de change. Les autres caractéristiques des dérivés sont alignées avec celles du risque couvert.

La variation de valeur des instruments financiers (opérations à terme) adossés en couverture aux flux de trésorerie est comptabilisée en capitaux propres pour la composante cours comptant. Une baisse (hausse) de 5 % du dollar par rapport à l'euro, à la livre sterling et au dollar canadien, aurait augmenté (aurait diminué) les capitaux propres d'environ 91 M€ au 31 décembre 2019 comme 88 M€ au 31 décembre 2018.

La variation de valeur des instruments économiquement adossés au portefeuille d'offres commerciales, non éligibles à la comptabilité de couverture, est comptabilisée dans le compte de résultat. Une baisse (hausse) de 5 % du dollar par rapport à l'euro, à la livre sterling et au dollar canadien, aurait été sans impact sur le résultat au 31 décembre 2019 comme au 31 décembre 2018.

• Risque de taux

Le Groupe est exposé à la volatilité des taux d'intérêt notamment à travers l'évolution des conditions de ses financements à taux variable. Des instruments financiers adaptés sont utilisés afin de gérer l'exposition à ce risque. Aux 31 décembre 2018 et 2019, le montant des dérivés en portefeuille s'analyse comme suit :

INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TAUX	31/12/19		31/12/18	
	Nominal	Valeur de marché	Nominal	Valeur de marché
En couverture de juste valeur (swaps payeurs taux variable) :				
- swaps adossés à l'emprunt obligataire 2023	400,0	6,7	400,0	2,5
- swaps adossés à l'emprunt obligataire 2021	300,0	10,1	300,0	14,2
		16,8		16,7
En couverture de flux de trésorerie (swaps payeurs taux fixe) :				
- swaps de refixation / emprunt obligataire 2023	400,0	(10,0)	400,0	(6,7)
- swaps de refixation / emprunt obligataire 2021	300,0	(1,9)	300,0	(1,9)
- swaps de pré-couverture de l'emprunt obligataire 2024	-- *	(2,6)	-- *	(4,5)
- financements de projets à taux variables swapés à taux fixes	--	--	4,6	(0,2)
Swaps non documentés en couverture :				
- cross currency swap payeur taux fixe adossé à un prêt	12,2	1,4	14,2	1,4
- swap payeur taux fixe adossé à un prêt	1,2	--	1,3	--
Actif net total		3,7		4,8

* swaps de 500 M€ mis en place préalablement à l'émission, retournés à la date d'émission (avril 2018).

Le tableau ci-après synthétise l'exposition du Groupe aux risques de taux, avant et après opérations de gestion de ce risque.

31/12/19	< 1 an		> 1 an		Total	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Dette financière brute *	(843,5)	(897,4)	(2 785,0)	(7,3)	(3 628,5)	(904,7)
Actifs financiers, trésorerie et équivalents	--	2 947,3	--	--	--	2 947,3
Exposition nette avant prise en compte des dérivés	(843,5)	2 049,9	(2 785,0)	(7,3)	(3 628,5)	2 042,6
Instruments dérivés documentés en couverture	--	--	--	--	--	--
Exposition nette après prise en compte des dérivés	(843,5)	2 049,9	(2 785,0)	(7,3)	(3 628,5)	2 042,6

* après déduction de la juste valeur des dérivés de taux.

31/12/18	< 1 an		> 1 an		Total	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Dette financière brute *	(14,6)	(306,6)	(1 886,2)	(505,6)	(1 900,8)	(812,3)
Actifs financiers, trésorerie et équivalents	--	5 893,5	--	--	--	5 893,5
Exposition nette avant prise en compte des dérivés	(14,6)	5 586,9	(1 886,2)	(505,6)	(1 900,8)	5 081,2
Instruments dérivés documentés en couverture	(4,6)	4,6	--	--	(4,6)	4,6
Exposition nette après prise en compte des dérivés	(19,2)	5 591,5	(1 886,2)	(505,6)	(1 905,4)	5 085,8

* après déduction de la juste valeur des dérivés de taux.

Une hausse de 1 point des taux d'intérêt, appliquée à la trésorerie nette moyenne du Groupe après prise en compte des instruments de couverture, aurait eu, en 2019, un impact positif sur les intérêts financiers nets de 20,9 M€ (42,3 M€ en 2018).

b) Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de défaut d'une contrepartie face à ses engagements contractuels ou l'encaissement des créances.

- Risque de crédit d'un client gouvernemental**

Près de 60% du chiffre d'affaires de Thales est réalisé avec des clients gouvernementaux. Parmi les pays avec lesquels Thales travaille, certains peuvent présenter un risque de crédit significatif qui pourrait les amener à interrompre une commande en cours de fabrication ou se trouver dans l'incapacité de procéder au paiement du contrat à la livraison. Thales s'efforce de limiter son exposition à ces risques, en souscrivant des polices d'assurance auprès des agences de crédit-export (comme BPIFrance) ou d'assureurs privés.

Au 31 décembre 2019, seuls trois clients représentent plus de 500 M€ de chiffre d'affaires pour Thales, l'Etat français (environ 2,9 Md€), l'Etat britannique (environ 0,9 Md€) et l'Etat australien (environ 0,7 Md€). Au 31 décembre 2019, ces trois Etats bénéficiaient d'une notation de crédit de première ou de haute qualité (France : AA par S&P Global Ratings et Aa2 par Moody's - Royaume-Uni : AA par S&P Global Ratings et Aa2 par Moody's – Australie : AAA par S&P Global Ratings et Aaa par Moody's).

- Risque de défaillance d'un client non-gouvernemental**

Thales réalise auprès de ses clients non-gouvernementaux (opérateurs privés d'infrastructures critiques, avionneurs, etc.) environ 40% de son chiffre d'affaires. Ces clients sont susceptibles de connaître des difficultés financières majeures et/ou prolongées qui pourraient entraîner des défauts de paiement ou des annulations de commandes. Si ces faits s'avéraient, ils pourraient avoir des conséquences négatives sur le chiffre d'affaires, la rentabilité et la situation financière du Groupe.

Afin de se prémunir contre ces risques, Thales réalise régulièrement des études sur la capacité de ses clients à faire face à leurs obligations. Le cas échéant, Thales peut demander la mise en place de garanties bancaires ou des supports de leur maison mère ou recourir à des assureurs crédit.

La direction financière du Groupe consolide les informations relatives à l'exposition du Groupe au risque de crédit, notamment par le recensement et l'analyse de l'antériorité des créances clients dues mais non dépréciées. Aux 31 décembre 2019 et 2018, l'antériorité de ces créances s'échelonne comme suit :

31/12/19	Créances échues non provisionnées :	Total	Créances échues depuis :		
			Moins de 3 mois	3 à 6 mois	Plus de 6 mois
	Total	1 087,2	731,8	136,7	218,7

31/12/18	Créances échues non provisionnées :	Total	Créances échues depuis :		
			Moins de 3 mois	3 à 6 mois	Plus de 6 mois
	Total	909,4	574,3	83,7	251,5

- Risque de crédit sur les contreparties bancaires**

Les placements financiers sont diversifiés. Ils concernent des titres de premier rang et sont négociés avec des banques, elles-mêmes de premier rang.

Thales souscrit des dérivés de gré à gré avec des banques de premier rang dans le cadre de conventions qui prévoient de compenser les montants dus et à recevoir en cas de défaillance de l'une des parties contractantes. Ces accords de compensation conditionnels ne respectent pas les critères de la norme IAS 32 pour permettre la compensation des instruments dérivés actifs et passifs au bilan. Ils entrent cependant dans le champ d'application des informations à fournir au titre de IFRS 7 sur la compensation.

Au 31/12/19	Valeur brute comptable (avant compensation)	Montants compensés au bilan	Soldes nets présentés au bilan	Effet des autres accords de compensation		Net
				Accords de compensation	Collatéraux financiers	
Instruments dérivés - Actif	126,4	--	126,4	(99,0)	--	27,4
Instruments dérivés - Passif	165,0	--	165,0	(99,0)	--	66,0
Au 31/12/18	Valeur brute comptable (avant compensation)	Montants compensés au bilan	Soldes nets présentés au bilan	Effet des autres accords de compensation		Net
				Accords de compensation	Collatéraux financiers	
Instruments dérivés - Actif	108,3	--	108,3	(102,3)	--	6,0
Instruments dérivés - Passif	286,8	--	286,3	(102,3)	--	184,5

c) Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité du Groupe correspond au risque de ne pas être en mesure de faire face à ses besoins monétaires grâce à ses ressources financières. Il dépend en particulier du niveau d'exposition de Thales aux évolutions des principaux paramètres de marché pouvant entraîner un renchérissement du crédit, voire une limitation temporaire de l'accès aux sources externes de financement.

Le Groupe gère ce risque en s'efforçant d'anticiper ses besoins de liquidité et assure sa couverture par les ressources financières à court et à long terme suivantes :

- des capitaux propres (cf. note 8.1) ;
- un endettement brut (cf. note 6.2, notamment sa ventilation par échéance) ;
- une ligne de crédit bancaire confirmée*, non utilisée au 31 décembre 2019, s'élevant à 1 500 M€ et venant à échéance en 2021, ainsi qu'un programme de billets de trésorerie (NeuCP).

Le Groupe consolide et centralise les excédents et les besoins de trésorerie de ses différentes unités (cash pooling), ce qui lui permet de simplifier la gestion de trésorerie des unités en gérant une position consolidée et d'accéder aux marchés financiers à partir de Thales société mère, qui fait l'objet de notations financières par S&P Global Ratings (A-, perspective négative) et Moody's (A2, perspective stable).

Les contrats de financement du Groupe ne comportent pas de "covenants" liés à l'évolution de la notation de Thales. L'abaissement de la notation se traduirait par un renchérissement (plafonné) des marges applicables à la ligne de crédit confirmée mentionnée ci-dessus ; symétriquement, ces marges seraient améliorées (avec un seuil minimum) en cas de rehaussement de la notation.

(*) la seule clause d'exigibilité anticipée de cette ligne de crédit ne pourrait être mise en jeu que dans l'hypothèse où l'État ne détiendrait plus son action spécifique au capital de la Société et où, simultanément, le ratio de la dette financière nette consolidée rapportée à l'EBITDA (résultat opérationnel courant avant amortissements et dépréciation) serait supérieur à 3.

7. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La détermination de la charge d'impôt tient compte des règles spécifiques locales, telles que les régimes d'intégration fiscale en France, du *Group Relief* au Royaume-Uni, de la consolidation fiscale aux Etats-Unis et de l'*Organschaft* en Allemagne.

7.1 CHARGE D'IMPÔT

	2019	2018
Impôts exigibles	(397,0)	(196,3)
Impôts différés	96,0	(117,9)
Total	(301,0)	(314,2)

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et celle comptabilisée

	2019	2018
Résultat net	1 146,4	1 027,9
Moins charge d'impôt	301,0	314,2
Moins résultat net des sociétés mises en équivalence	(142,0)	(144,7)
Résultat avant impôt et résultat mis en équivalence	1 305,4	1 197,4
Taux théorique moyen d'imposition	28,1%	31,2%
Produit (charge) d'impôt théorique	(366,8)	(373,7)
Eléments en rapprochement :		
- Effet des crédits d'impôts	75,8	75,0
- Impôts non pris en compte dans le taux théorique	2,9	(8,3)
- Effet des distributions de dividendes	(8,6)	(4,9)
- Incidence des changements de taux sur les impôts différés	(2,5)	(1,9)
- Variation de la provision pour impôt différé actif	(16,3)	8,0
- Ajustements sur exercices antérieurs	7,3	(7,2)
- Autres	7,2	(1,2)
Produit (charge) d'impôt comptabilisé	(301,0)	(314,2)
Taux effectif d'impôt	23,1%	26,2%

Le taux théorique moyen d'imposition s'obtient en faisant la somme des impôts théoriques de toutes les sociétés consolidées et en divisant cette somme par le résultat consolidé avant impôt et résultat des sociétés mise en équivalence. Pour chaque société consolidée, l'impôt théorique est calculé en appliquant au résultat avant impôt le taux d'impôt statutaire local. Le taux théorique moyen d'imposition dépend donc de la contribution des différents pays au résultat du Groupe. La France, dont le taux s'élève à 34,43%, représente, en 2019, environ 60% du résultat avant impôt (70% en 2018).

L'effet des crédits d'impôts inclut :

- L'effet de la non imposition des crédits d'impôt recherche (204,9 M€ en 2019, 179,7 M€ en 2018) et, en 2018, du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pour 20,0 M€, comptabilisés en résultat opérationnel ;
- Les avantages fiscaux liés à l'effort de recherche, comptabilisés en impôt sur les bénéfices (notamment aux USA, en Australie et aux Pays-Bas).

Les impôts non pris en compte dans le taux théorique comprennent notamment les State tax aux USA, l'IRAP en Italie ainsi que l'impôt des établissements à l'étranger.

7.2 IMPÔT COMPTABILISÉ EN CAPITAUX PROPRES

Sociétés consolidées par intégration globale	2019		2018	
	Base	Impôt	Base	Impôt
Conversion des états financiers des entités étrangères	35,8	--	(9,2)	--
Couverture de flux de trésorerie	(64,3)	24,1	(122,3)	35,7
Autres éléments du résultat global reclassés en résultat	(28,5)	24,1	(131,5)	35,7
Pertes et gains actuariels sur retraites – Royaume-Uni	(290,1)	--	276,9	--
Pertes et gains actuariels sur retraites – autres pays	(229,6)	58,9	17,6	(7,1)
Autres éléments du résultat global non reclassés en résultat	(519,7)	58,9	294,5	(7,1)
Auto-contrôle et paiements en actions		3,0		2,0
Impôt différé enregistré en capitaux propres sur l'exercice		86,0		30,6

7.3 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT PRÉSENTÉS AU BILAN

	01/01/19	Profit (charge)	Capitaux propres	Flux de trésorerie	Périmètre et change	Autres	31/12/19
Impôts exigibles actifs	45,8	(38,4)	--	162,4	42,8	--	212,6
Impôts exigibles passifs	(34,2)	(358,6)	--	(8,8)	(54,5)	278,9	(184,5)
Impôts exigibles net	11,6	(397,0)	--	153,6	(11,7)	278,9	28,1
Impôts différés actifs	891,7	(41,7)	86,0	--	74,2	(8,1)	1 002,1
Impôts différés passifs	(216,4)	137,7	--	--	(704,6) *	--	(783,3)
Impôts différés net	675,3	96,0	86,0	--	(630,4)	(8,1)	218,8
Total		(301,0)	86,0	153,6			

* Ce montant représente essentiellement l'impôt différé passif au titre des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition de Gemalto

	01/01/18	Profit (charge)	Capitaux propres	Flux de trésorerie	Périmètre et change	Autres	31/12/18
Impôts exigibles actifs	36,6	--	--	9,8	(0,6)	--	45,8
Impôts exigibles passifs	(54,0)	(196,3)	--	81,3	--	134,8	(34,2)
Impôts exigibles net	(17,4)	(196,3)	--	91,1	(0,6)	134,8	11,6
Impôts différés actifs	986,5	(134,8)	30,6	--	0,8	8,6	891,7
Impôts différés passifs	(230,9)	16,9	--	--	(2,4)	--	(216,4)
Impôts différés net	755,6	(117,9)	30,6	--	(1,6)	8,6	675,3
Total		(314,2)	30,6	91,1			

a) Impôts exigibles

Le décaissement d'impôt sur les bénéfices est présenté net des crédits d'impôt imputés. L'imputation des crédits d'impôt, au titre de l'impôt décaissé sur l'exercice ou à décaisser dans l'exercice suivant, est présentée dans la colonne « autres ».

b) Impôts différés

- Evolution par nature :

	Au 01/01/19	(Charge)/ Produit de l'exercice	Imputation en capitaux propres	Var. de périm change et autres	Au 31/12/19
Différences temporelles : - retraites et prestations assimilées - actifs incorporels - provisions sur contrats - Autres	852,5 464,9 (194,2) 273,7 308,1	76,2 (19,1) 83,4 9,3 2,6	133,6 108,6 -- -- 25,0	(557,8) 27,5 (582,6) (18,6) 15,9	504,5 581,9 (693,4) 264,4 351,6
Déficits reportables	158,1	36,1	--	290,4	484,6
Total avant dépréciation	1 010,6	112,3	133,6	(267,4)	989,1
Dépréciation	(335,3)	(16,3)	(47,6)	(371,1)	(770,3)
Actif net d'impôt différé	675,3	96,0	86,0	(638,5)	218,8

	Au 01/01/18	(Charge)/ Produit de l'exercice	Imputation en capitaux propres	Var. de change, périm et autres	Au 31/12/18
Différences temporelles : - retraites et prestations assimilées - actifs incorporels - provisions sur contrats - autres	960,1 611,9 (245,0) 238,4 354,8	(94,1) (13,8) 31,4 22,2 (133,9)	(13,7) (59,3) -- -- 45,6	0,2 (73,9) 19,4 13,1 41,6	852,5 464,9 (194,2) 273,7 308,1
Déficits reportables	174,5	(15,8)	--	(0,6)	158,1
Total avant dépréciation	1 134,6	(109,9)	(13,7)	(0,4)	1 010,6
Dépréciation	(379,0)	(8,0)	44,3	7,4	(335,3)
Actif net d'impôt différé	755,6	(117,9)	30,6	7,0	675,3

• Déficits fiscaux reportables

Les déficits fiscaux reportables représentent au total une économie potentielle d'impôt de 484,6 M€ au 31 décembre 2019 (158,1 M€ au 31 décembre 2018). Les dates de péremption sont les suivantes :

	31/12/19	31/12/18
2020	1,2	1,1
2021-2024	15,3	0,4
Au-delà de 2024	50,7	42,5
Sans limitation de durée	417,4	114,1
Total	484,6	158,1
Dont, dépréciés	(433,1)	(115,1)
Actif net d'impôt différé	51,5	43,0

Conformément à la note 13-j, seuls les actifs d'impôts relatifs aux déficits fiscaux que le Groupe estime pouvoir imputer sont reconnus au bilan. Le Groupe tient compte notamment des restrictions éventuelles d'utilisation.

8. CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

8.1 CAPITAUX PROPRES

a) Capital

Au 31 décembre 2019, le capital social de Thales société mère s'élève à 639 952 518 et se compose de 213 317 506 actions de 3 €, contre 213 104 081 actions au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 213 425 actions résultant d'exercices d'options de souscription d'actions.

b) Titres en circulation donnant accès au capital de la société

Au 31 décembre 2019, il n'existe pas de titre donnant accès au capital de la société, à l'exception des options de souscription d'actions décrites dans la note 9.4.

c) Actions propres

Au 31 décembre 2019, Thales société mère détient en propre 560 866 actions. Celles-ci sont comptabilisées en diminution des capitaux propres consolidés pour un montant de 56,5 M€.

Dans le cadre des autorisations conférées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration, la société a effectué, en 2018 et 2019, les opérations suivantes :

	2019	2018
Nombre d'actions propres au 1^{er} janvier	648 295	568 739
Achats dans le cadre du contrat de liquidité	906 402	838 402
Cessions dans le cadre du contrat de liquidité	(993 676)	(702 128)
Cession aux salariés (plan d'actionnariat)	(506 515)	(37 118)
Livraison d'actions gratuites	(223 640)	(238 750)
Achats dans le marché	730 000	220 000
Exercice d'options d'achat d'actions	--	(850)
Nombre d'actions propres au 31 décembre	560 866	648 295

Aux 31 décembre 2019 et 2018, dans le cadre du contrat de liquidité confié à Kepler Cheuvreux, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

	2019	2018
Nombre d'actions au 31 décembre	175 000	262 274
Trésorerie (en millions d'euros)	13,5	7,9

d) Ecarts de conversion

Les écarts de conversion résultent de la conversion des états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro, le cas échéant compensée par l'incidence des instruments dérivés libellés en devises destinés à couvrir des investissements nets dans des filiales étrangères.

Ces écarts sont inscrits dans les capitaux propres en « autres éléments du résultat global », puis reclasés en résultat à la date de cession de ces investissements. Ils s'analysent comme suit :

	2019	2018
Ecarts de conversion au 1^{er} janvier	(225,1)	(218,2)
Variation de valeur	44,3	(6,9)
Recyclé en résultat des cessions	0,1	--
Variation brute	44,4	(6,9)
Impôt différé	--	--
Périmètre et autres	--	--
Ecarts de conversion au 31 décembre	(180,7)	(225,1)

e) Réserve de couverture de flux de trésorerie

Le Groupe utilise des instruments dérivés de change afin de se prémunir contre les variations de valeur des flux futurs de trésorerie relatifs aux flux commerciaux en devises étrangères. Dans les comptes du Groupe, la variation de juste valeur de ces instruments dérivés, pour la part efficace, est comptabilisée directement en capitaux propres, jusqu'à ce que les flux couverts impactent le résultat.

	2019	2018
Couverture de flux de trésorerie au 1^{er} janvier	(48,7)	21,2
Variation de valeur des dérivés	(28,3)	(16,5)
Recyclé en charges (produits) opérationnels	(32,9)	(72,4)
Recyclé en charges (produits) d'impôt sur les bénéfices	15,8	19,0
Variation de périmètre et change	--	--
Couverture de flux de trésorerie au 31 décembre *	(94,1)	(48,7)

* Un solde négatif à la clôture signifie que les cours de change des instruments dérivés documentés en couverture sont globalement moins favorables que les cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

f) Distribution de dividendes par la société mère

Les montants unitaires des dividendes mis en distribution s'élèvaient à 1,75 € et 2,08 € au titre des exercices 2017 et 2018.

Le Conseil d'administration a décidé de proposer aux actionnaires, qui seront convoqués en assemblée générale le 6 mai 2020, la distribution d'un dividende de 2,65 € par action.

S'il est approuvé, ce dividende sera détaché le 12 mai 2020 et mis en paiement le 14 mai 2020. Le versement de ce dividende sera effectué intégralement en numéraire et s'élèvera à 2,05 € par action, compte tenu de l'acompte de 0,60 € par action déjà versé en décembre 2019.

Les distributions de 2018 et 2019 sont décrites ci-après :

Année	Décision	Nature	Dividende par action (en €)	Date de mise en paiement	Modalités de distribution	Total (en M€)
2019	Conseil d'administration du 25 septembre 2019 Assemblée générale du 15 mai 2019	Acompte 2019 Solde 2018	0,60 € 1,58 €	déc. 2019 mai 2019	numéraire numéraire	127,5 M€ 335,6 M€
Distributions de dividendes en 2019						
2018	Conseil d'administration du 27 septembre 2018 Assemblée générale du 23 mai 2018	Acompte 2018 Solde 2017	0,50 € 1,30 €	déc. 2018 juin 2018	numéraire numéraire	106,3 M€ 275,8 M€
Distributions de dividendes en 2018						
2017	Conseil d'administration du 28 septembre 2017	Acompte 2017	0,45 €	déc. 2017	numéraire	95,2 M€

g) Participations ne donnant pas le contrôle

Ce poste inclut essentiellement la part de Leonardo dans le sous-groupe Thales Alenia Space (33%) et les intérêts de Siemens et Philips Medical Systems International dans la société Trixell SAS (49%).

La contribution de ces minoritaires aux principaux agrégats financiers du Groupe n'est individuellement pas significative.

La trésorerie de ces deux sociétés est exclusivement placée auprès de la Direction de la Trésorerie de Thales, sans restriction d'utilisation.

8.2 RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère par la moyenne pondérée *prorata temporis* du nombre d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite des actions détenues en auto-contrôle.

Le résultat par action dilué prend uniquement en compte les instruments ayant un effet dilutif. L'effet dilutif des options de souscription et d'achat d'actions, des attributions d'actions gratuites et d'unités, est calculé selon la méthode dite du rachat d'action, en prenant en compte le cours de bourse moyen de la période concernée.

		2019	2018
Numérateur (en millions d'euros) :			
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère	(a)	1 121,9	981,8
Dénominateur (en milliers) :			
Nombre moyen d'actions en circulation	(b)	212 502	212 438
Options de souscription *		123	318
Plans d'actions gratuites et en unités **		465	569
Nombre moyen d'actions en circulation dilué	(c)	213 090	213 325
Résultat net par action (en euros)	(a) / (b)	5,28	4,62
Résultat net par action dilué (en euros)	(a) / (c)	5,26	4,60
<i>Cours moyen de l'action</i>		<i>99,48 €</i>	<i>105,74 €</i>

* Seuls les plans d'options dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de l'action sont retenus pour le calcul du résultat par action dilué.

** Les actions / unités qui sont soumises à des conditions de performance internes ne sont prises en compte que lorsque les conditions de performance sont atteintes.

9. AVANTAGES AU PERSONNEL

9.1 EFFECTIF CONSOLIDÉ

L'effectif consolidé inclut les effectifs totaux des sociétés intégrées globalement et exclut les effectifs des sociétés mises en équivalence. A fin 2019, il représente 82 605 personnes contre 66 135 personnes à fin 2018.

L'effectif est constitué aux trois-quarts de salariés de niveau équivalent à ingénieur, spécialiste ou manager.

9.2 CHARGES DE PERSONNEL

	2019	2018
Salaires et charges sociales *	(7 220,2)	(6 296,2)
Charges de retraite à prestations définies : coût des services rendus de l'exercice (note 9.3)	(120,4)	(108,8)
Paiements fondés sur des actions (note 9.4)	(47,9)	(53,9)
Total	(7 388,5)	(6 458,9)

* Ces montants incluent la charge de participation et d'intéressement ainsi que les charges de retraite à cotisations définies.

9.3 PROVISIONS POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES À LONG TERME

Le Groupe accorde à ses salariés des avantages postérieurs à l'emploi (régimes de retraite, d'indemnités de fin de carrière, de couverture médicale...) ainsi que d'autres avantages à long terme (médailles du travail, primes d'ancienneté au moment du départ ...).

a) Description des régimes

Les régimes mis en place sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

▪ Régimes à cotisations définies

Dans certains pays, le Groupe verse des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraite de base (tels, en France, la Sécurité Sociale ou les régimes complémentaires obligatoires ARRCO et AGIRC). Au-delà de ces régimes de base, Thales cotise également à d'autres régimes à cotisations définies (aux Pays-Bas, au Royaume-Uni depuis 2002, par exemple). Dans le cadre de ces régimes, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le versement des cotisations : il n'existe pas de passif actuariel et les cotisations appelées sont comptabilisées en charge dans le résultat de l'exercice.

▪ Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies recouvrent différents types d'avantages :

- des indemnités de fin de carrière ou de départ en retraite (légales ou conventionnelles) et d'autres avantages à long terme (médailles du travail, ...), notamment en France. Ces engagements ne sont pas, en général, couverts par des actifs de couverture ;
- des retraites complémentaires, principalement au Royaume-Uni. Dans ce pays, le plan principal « Thales UK Pension Scheme » assure le versement d'une rente calculée sur la moyenne des salaires et indexée sur l'inflation. Ce plan, fermé aux nouveaux entrants en 2002, est géré dans le cadre d'un « trust » et relève de la réglementation locale en matière de financement minimal.

La valeur actuelle des engagements et la valeur des actifs de couverture sont évaluées de manière indépendante. En cas d'insuffisance de couverture des engagements par les actifs, une provision est constatée.

b) Evolution de la provision au bilan

	2019	2018
Provision à l'ouverture	(2 326,7)	(2 674,3)
Coût des services rendus (résultat opérationnel courant)	(120,4)	(108,8)
Modifications et liquidations de régimes (résultat opérationnel non courant) *	34,5	(27,9)
Charge d'intérêt	(147,0)	(135,7)
Rendement des placements	98,0	89,0
Intérêts nets	(49,0)	(46,7)
Frais de gestion des fonds	(6,8)	(5,2)
Ecarts actuariels / autres avantages à long terme	(13,1)	4,7
Résultat financier sur retraites et avantages à long terme	(68,9)	(47,2)
Charge totale de la période	(154,8)	(183,9)
Réévaluation / retraites (comptabilisée en autres éléments du résultat global)	(519,7)	294,5
Prestations et contributions versées	245,9	227,2
- <i>au titre de la réduction des déficits au Royaume-Uni</i>	98,1	98,3
- <i>au titre des autres contributions / prestations</i>	147,8	128,9
Ecarts de conversion	(54,8)	6,6
Variations de périmètre et autres	(135,1)	3,2
Provision à la clôture	(2 945,2)	(2 326,7)
Dont : Avantages postérieurs à l'emploi	(2 690,9)	(2 120,5)
Autres avantages à long terme	(254,3)	(206,2)

* Dont 21,9 M€ au titre de la cristallisation du régime des dirigeants dans le cadre de la loi Pacte.

c) Evolution des engagements et des actifs de couverture

2019	Royaume-Uni	France	Autres	Total
Engagements au 1er janvier	(4 029,7)	(1 183,2)	(602,2)	(5 815,1)
Coût normal de la période	(19,6)	(68,0)	(32,8)	(120,4)
Charge d'intérêt	(115,0)	(18,4)	(13,6)	(147,0)
Cotisations versées par les salariés	(9,0)	--	(2,1)	(11,1)
Modifications et liquidations de régime	12,6	21,9	--	34,5
Ecarts actuariels d'expérience	0,2	(36,2)	(11,1)	(47,1)
Ecarts actuariels liés aux hypothèses financières	(530,9)	(141,6)	(69,9)	(742,4)
Ecarts actuariels liés aux hypothèses démographiques	(0,5)	(4,4)	2,5	(2,4)
Ecarts actuariels liés aux autres avantages à long terme	--	(8,5)	(4,6)	(13,1)
Prestations payées par le fond	165,1	2,8	11,0	178,9
Prestations payées par l'employeur	2,6	89,2	27,0	118,8
Var. de change, périmètre et autres	(286,9)	(76,1)	(120,2)	(483,2)
Engagements au 31 décembre	(4 811,1)	(1 422,5)	(816,0)	(7 049,6)
Placements au 1^{er} janvier	3 164,9	147,9	175,6	3 488,4
Rendement des placements	91,5	2,3	4,2	98,0
Contribution de l'employeur	115,0	2,0	10,1	127,1
Cotisations versées par les salariés	9,0	--	2,1	11,1
Modifications et liquidations de régime	--	--	--	--
Prestations payées par le fond	(165,1)	(2,8)	(11,0)	(178,9)
Ecarts actuariels d'expérience	241,1	7,6	23,5	272,2
Var. de change, périmètre et autres	212,9	0,4	73,2	286,5
Placements au 31 décembre	3 669,3	157,4	277,7	4 104,4
Provision au 31 décembre	(1 141,8)	(1 265,1)	(538,3)	(2 945,2)

2018	Royaume-Uni	France	Autres	Total
Engagements au 1er janvier	(4 431,8)	(1 212,5)	(602,7)	(6 247,0)
Coût normal de la période	(20,7)	(62,3)	(25,8)	(108,8)
Charge d'intérêt	(113,0)	(14,3)	(8,4)	(135,7)
Cotisations versées par les salariés	(9,5)	--	(2,3)	(11,8)
Modifications et liquidations de régime	(24,9)	(3,0)	--	(27,9)
Ecarts actuariels d'expérience	172,2	(31,7)	0,2	140,7
Ecarts actuariels liés aux hypothèses financières	163,4	44,6	17,0	225,0
Ecarts actuariels liés aux hypothèses démographiques	30,4	--	(1,2)	29,2
Ecarts actuariels liés aux autres avantages à long terme	--	4,4	0,3	4,7
Prestations payées par le fond	171,0	2,7	4,8	178,5
Prestations payées par l'employeur	0,5	83,8	22,3	106,6
Var. de change, périmètre et autres	32,7	5,1	(6,3)	31,5
Engagements au 31 décembre	(4 029,7)	(1 183,2)	(602,2)	(5 815,1)
Placements au 1^{er} janvier	3 248,7	151,8	172,2	3 572,7
Rendement des placements	83,9	1,8	3,3	89,0
Contribution de l'employeur	113,9	0,8	5,9	120,6
Cotisations versées par les salariés	9,5	--	2,3	11,8
Modifications et liquidations de régime	--	--	--	--
Prestations payées par le fond	(171,0)	(2,7)	(4,8)	(178,5)
Ecarts actuariels d'expérience	(89,2)	(3,8)	(7,4)	(100,4)
Var. de change, périmètre et autres	(30,9)	0,0	4,1	(26,8)
Placements au 31 décembre	3 164,9	147,9	175,6	3 488,4
Provision au 31 décembre	(864,8)	(1 035,3)	(426,6)	(2 326,7)

d) Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles utilisées sont déterminées selon les conditions économiques et spécificités de chaque pays et de chaque régime. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

2019	Royaume-Uni	France
Taux d'inflation	2,97%	1,15%
Taux d'actualisation	2,00%	0,73%
Duration moyenne des régimes	17 ans	10 ans
2018	Royaume-Uni	France
Taux d'inflation	3,24%	1,45%
Taux d'actualisation	2,87%	1,58%
Duration moyenne des régimes	17 ans	10 ans

Pour chaque pays, les taux d'actualisation retenus sont obtenus par référence à l'indice Iboxx Corporate AA, reflétant le taux de rendement des obligations émises par des entreprises de très bonne qualité de crédit, pour une maturité équivalente à la duration des régimes évalués et de même monnaie.

La sensibilité de l'engagement net à une modification du taux d'actualisation au 31 décembre 2019 est présentée ci-après :

Sensibilité en points de base	+25	-25	+50	-50	+100	-100
Réduction (hausse) de l'engagement net (M€)	242,4	(220,7)	509,1	(473,2)	844,2	(1 024,3)

Au Royaume-Uni, une hausse du taux d'inflation de 25 points de base se traduirait par une hausse de l'engagement de 107,7 M€. Une réduction du taux d'inflation de 25 points de base se traduirait par une réduction de l'engagement de 109,4 M€.

e) Allocation et rendement des actifs de couverture

Le rendement réel moyen des actifs de couverture est de 10,6 % en 2019 contre - 0,3 % en 2018. Au 31 décembre 2019, l'allocation des actifs, essentiellement investis au Royaume-Uni, s'analyse comme suit :

	2019	2018
Obligations à taux fixe	25%	32%
Obligations indexées	13%	12%
Actions	28%	25%
Placements alternatifs	34%	31%
Total	100%	100%

f) Financement

Thales est soumis à des obligations de financement dans le cadre de ses engagements de retraite à prestations définies au Royaume-Uni.

Conformément à la réglementation, il est procédé, tous les trois ans, à une évaluation du niveau de financement des engagements de retraites. Sur la base de cette évaluation, il est décidé, en concertation avec les trustees, de l'opportunité d'un éventuel plan de financement et/ou de la mise en place de garanties en faveur du plan.

La dernière évaluation, sur la base de la situation à fin 2017, a conduit, à compter de 2019, et pour le plan principal Thales UK Pension Scheme, à une contribution annuelle à la réduction du déficit de financement de 75 M£ (5 M£ pour les autres plans).

Par ailleurs, en support des contributions de Thales UK Ltd aux plans de pensions britanniques, des garanties couvrant les obligations futures des filiales concernées au titre des plans de financement ont été accordées par Thales société mère. Au 31 décembre 2019, le solde de ces garanties est de 762 M£.

9.4 RÉMUNÉRATIONS FONDÉES SUR DES ACTIONS

Au 31 décembre 2019, sont en vigueur :

- 93 803 options de souscription d'actions à un prix d'exercice moyen pondéré de 26,34 € ;
- 940 425 actions gratuites dont 856 135 sont soumises à des conditions de performance ;
- 407 115 phantom shares, réglables en trésorerie à l'issue d'une période d'acquisition de 4 ans, dont 369 965 sont soumises à des conditions de performance.

Les caractéristiques de ces plans sont décrites dans le chapitre 6.2 du document de référence 2018.

a) Options de souscription d'actions

Date du Conseil ayant décidé l'attribution	Période d'exercice	Prix d'exercice	Nombre d'options en vigueur au 31/12/18	Options exercées en 2019	Options annulées en 2019	Nombre d'options en vigueur au 31/12/19
15/09/2011 (a)	du 15 sept.2015 au 14 sept. 2021	26,34 €	74 054	(19 451)	--	54 603
23/09/2010 (a)	du 23 sept. 2014 au 22 sept. 2020	26,34 €	48 050	(8 850)	--	39 200
25/06/2009	du 25 juin 2013 au 24 juin 2019	32,88 €	187 634	(185 124)	(2 510)	--
						93 803

(a) Plan soumis à l'atteinte de conditions de performance internes sur les trois exercices qui suivent leur date d'attribution.

b) Attribution d'actions gratuites

Date du Conseil ayant décidé l'attribution	Période d'acquisition	Cours de l'action à la date d'octroi	Solde d'actions gratuites au 31/12/18	Actions attribuées en 2019	Actions annulées en 2019	Actions livrées en 2019	Solde d'actions gratuites au 31/12/19
25/09/2019 (a)	du 25/09/2019 au 25/09/2023	104,50 €	--	325 865	(320)	--	325 545
27/09/2018 (a)	du 27/09/2018 au 27/09/2022	121,75 €	181 335	--	(1 545)	--	179 790
28/09/2017(a)	du 28/09/2017 au 28/09/2021	94,66 €	210 900	--	(2 690)	--	208 210
27/10/2016	du 27/10/2016 au 27/10/2020	83,10 €	86 020	--	(1 730)	--	84 290
			145 370 (a)	--	(2 780)	--	142 590
							940 425

(a) Plan soumis à l'atteinte de conditions de performance internes sur les trois exercices qui suivent leur date d'attribution.

c) Attribution d'unités indexées sur la valeur de l'action Thales

Date de décision d'attribution	Période d'acquisition	Cours de l'action à la date d'octroi	Solde d'unités au 31/12/18	Unités annulées en 2019	Unités livrées en 2019	Solde d'unités au 31/12/19
17/09/2015	du 17/09/2015 au 17/09/2019	61,75€	350 460 222 950 (a)	(10 750) (500)	(339 710) (222 450)	-- --

(a) Plan soumis à l'atteinte de conditions de performance internes sur les trois exercices qui suivent leur date d'attribution.

d) Attribution de *phantom shares* indexées sur la valeur de l'action Thales

Date de décision d'attribution	Période d'acquisition	Solde de phantom shares au 31/12/18	Phantom shares attribuées en 2019	Phantom shares annulées en 2019	Solde de phantom shares au 31/12/19
25/09/2019 (a)	du 25/09/2019 au 25/09/2023	--	212 980	(1 910)	211 070
27/09/2018 (a)	Du 27/09/2018 au 27/09/2022	62 860	--	(1 085)	61 775
28/09/2017 (a)	Du 28/09/2017 au 28/09/2021	66 470	--	(3 520)	62 950
27/10/2016	du 27/10/2016 au 27/10/2020	38 430 36 390 (a)	--	(1 280) (2 220)	37 150 34 170
					407 115

(a) Plan soumis à l'atteinte de conditions de performance internes sur les trois exercices qui suivent leur date d'attribution

e) Plan d'actionnariat salarié

Conformément à la décision du Conseil d'administration du 27 novembre 2018, le Groupe a mis en œuvre, au bénéfice de ses salariés, une offre d'achat d'actions avec décote et abondement.

Le prix de souscription, fixé le 22 novembre 2019, correspond à la moyenne des cours d'ouverture de l'action Thales sur le marché Euronext Paris du 13 septembre au 10 octobre 2019, diminuée d'une décote de 20%, soit 82,89 €.

Ce plan est assorti d'un abondement correspondant à une action gratuite pour quatre actions achetées, dans la limite de 10 actions d'abondement.

L'offre s'inscrit dans le cadre du Plan Epargne Groupe, l'investissement restant indisponible pendant 5 ans, à l'exception du Royaume-Uni où l'offre est mise en œuvre dans le cadre d'un dispositif Share Incentive Plan (« SIP »).

Ainsi, en 2019, 413 553 actions ont été souscrites par les salariés au cours de 82,89 €, ces derniers ayant reçu 92 962 actions gratuites au titre de l'abondement. La livraison des titres aux salariés britanniques a été finalisée début 2020.

Dans les comptes consolidés, le coût de ce plan s'élève à 7,6 M€ avant cotisations sociales.

f) Charge relative aux rémunérations fondées sur des actions

Dans les comptes consolidés, l'avantage consenti aux bénéficiaires au titre des plans détaillés ci-dessus est comptabilisé en charge opérationnelle. Les montants sont présentés ci-après :

Plans	Juste valeur résiduelle à fin 2019	Charge 2019	Charge 2018
Actions gratuites	49,8	(15,5)	(9,7)
Unités indexées sur la valeur de l'action Thales	--	(11,0)	(26,5)
<i>Phantom shares</i> et autres plans *	23,0	(5,1)	(4,1)
Actionnariat salarié	--	(7,6)	--
Cotisations sociales sur l'ensemble des plans		(8,7)	(13,6)
Total		(47,9)	(53,9)

Dont, contrepartie :

Capitaux propres	26,3	16,3
Dettes d'exploitation	21,6	37,6

* Cette ligne inclut la charge relative à la rémunération de long terme (LTIP) du Président-directeur général, constituée, en 2019, d'un maximum de 8000 unités de performance (5 000 unités en 2018), et dont les conditions sont décrites dans le document de référence 2018 en page 97.

9.5 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations, avantages et charges sociales attribués aux Administrateurs et au Comité exécutif compris dans le résultat net de l'exercice se décomposent comme suit :

	2019	2018
Avantages à court terme :		
- Rémunérations fixes	6,2	5,2
- Rémunérations variables	5,2	4,4
- Charges sociales patronales	3,6	3,3
- Jetons de présence	0,6	0,6
Autres avantages (incluant les cotisations sociales) :		
- Avantages postérieurs à l'emploi	3,0	2,7
- Rémunérations fondées sur des actions	5,1	4,9

A fin 2019, la part des dirigeants dans l'engagement de retraite (note 9.3) s'élève à 20,3 M€.

10. ACTIFS ET PASSIFS OPÉRATIONNELS COURANTS

Les actifs et passifs opérationnels courants incluent les éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement (BFR) ainsi que les provisions pour risques et charges, tels que définis dans la note 13-d.

Leur évolution est présentée ci-après :

	01/01/18	Variation du BFR et provisions	Périmètre, change et reclassests	31/12/18	Variation du BFR et provisions	Périmètre, change et reclassests	31/12/19
Stocks, en-cours et coûts d'exécution	3 158,9	(114,8)	36,5	3 080,6	219,4	431,3	3 731,3
Actifs sur contrats	2 301,4	188,5	48,5	2 538,4	335,2	215,3	3 088,9
Avances et acomptes versés	451,8	201,5	(1,0)	652,3	(122,5)	19,7	549,5
Clients et aut. créances courantes	4 008,5	664,8	(1,6)	4 671,7	(13,8)	581,6	5 239,5
Instruments dérivés - actif	254,4	(101,7)	(61,1)	91,6	34,8	(16,8)	109,6
Actif opérationnel courant	10 175,0	838,3	21,3	11 034,6	453,1	1 231,1	12 718,8
Passifs sur contrats	(6 366,0)	376,4	(118,6)	(6 108,2)	(92,3)	(214,4)	(6 414,9)
Provisions pour risques et charges	(1 782,4)	38,7	12,9	(1 730,8)	(44,1)	(185,1)	(1 960,0)
Fournisseurs et autres dettes	(5 360,5)	(708,6)	(79,4)	(6 148,5)	4,5	(669,7)	(6 813,7)
Instruments dérivés - passif	(179,7)	--	(94,0)	(273,7)	--	123,2	(150,5)
Passif opérationnel courant	(13 688,6)	(293,5)	(279,1)	(14 261,2)	(131,9)	(946,0)	(15 339,1)
Provisions pour restructuration	86,0	(26,0)	2,0	62,0	20,1	18,6	100,7
Augm. (dim.) du BFR & prov.		518,8			341,3		

10.1 STOCKS, EN-COURS ET COUTS D'EXÉCUTION DES CONTRATS

	31/12/19	31/12/18
Marchandises	91,9	122,1
Matières premières	1 136,7	945,6
Produits semi-finis et finis	1 961,1	1 510,5
Travaux-en-cours	1 174,1	1 137,8
Valeur brute	4 363,8	3 716,0
Provisions pour dépréciation	(809,0)	(785,4)
Stocks et en-cours, net	3 554,8	2 930,6
Valeur brute	744,1	607,3
Amortissements cumulés	(567,6)	(457,3)
Coûts d'exécution des contrats, net	176,5	150,0
Total	3 731,3	3 080,6

10.2 ACTIFS ET PASSIFS SUR CONTRATS

	31/12/19	31/12/18
Factures à établir, brut	10 804,6	10 143,6
Factures à établir, dépréciation	(12,5)	(4,1)
Avances et acomptes reçus des clients	(7 703,2)	(7 601,1)
Actifs sur contrats	3 088,9	2 538,4
Avances et acomptes reçus des clients	(8 898,5)	(8 778,2)
Factures à établir	4 287,5	4 256,8
Produits constatés d'avance	(1 803,9)	(1 586,8)
Passifs sur contrats	(6 414,9)	(6 108,2)

Pour un contrat donné, un actif (passif) sur contrat représente le chiffre d'affaires cumulé non encore facturé, diminué des avances et acomptes reçus du client.

Ce montant augmente en fonction de l'avancement du chiffre d'affaires du contrat et se réduit au fur et à mesure de la facturation des prestations au client ou de l'encaissement d'avances et acomptes.

A périmètre constant, ces postes restent stables entre 2018 et 2019.

10.3 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	01/01/19	Utilisations	Dotations	Reprises	Périmètre, change & aut.	31/12/19
Restructuration	62,0	(51,4)	81,9	(10,4)	18,6	100,7
Litiges techniques et autres	159,4	(15,8)	49,2	(15,7)	34,9	212,0
Garanties	357,7	(95,7)	99,9	(11,4)	19,9	370,4
Pertes à terminaison	577,1	(150,4)	188,6	(39,4)	82,3	658,2
Provisions sur contrats	345,4	(85,6)	108,6	(8,7)	38,0	397,7
Autres *	229,2	(36,2)	59,2	(22,6)	(8,6)	221,0
Total	1 730,8	(435,1)	587,4	(108,2)	185,1	1 960,0

	01/01/18	Utilisations	Dotations	Reprises	Change & aut.	31/12 /18
Restructuration	86,0	(32,5)	15,1	(8,6)	2,0	62,0
Litiges techniques et autres	152,0	(19,6)	41,7	(23,3)	8,6	159,4
Garanties	338,2	(68,1)	110,5	(35,1)	12,2	357,7
Pertes à terminaison	565,4	(146,7)	224,7	(44,0)	(22,3)	577,1
Provisions sur contrats	321,0	(93,5)	109,7	(8,3)	16,5	345,4
Autres *	319,8	(45,5)	60,1	(16,4)	(88,8)	229,2
Total	1 782,4	(405,9)	561,8	(135,7)	(71,8)	1 730,8

* Cette ligne inclut les provisions techniques des sociétés d'assurance, les provisions pour risques sociaux, les provisions pour garanties de passif, pour environnement et autres. Les provisions pour risques fiscaux relatifs à l'impôt sur les bénéfices (34 M€) ont été reclasées en dette d'impôt sur l'exercice 2019 (cf. note 1.1)

En 2018, des reclassifications ont été effectuées de cette ligne vers d'autres natures de provisions ou vers d'autres postes d'actifs ou passifs opérationnels courants.

Le coût des restructurations s'analyse comme suit :

	2019	2018
Dotations de l'exercice	(81,9)	(15,1)
Utilisations de l'exercice	51,4	32,5
Reprises de l'exercice	10,4	8,6
Net	(20,1)	26,0
Dépenses de l'exercice	(102,1)	(74,3)
Coût des restructurations	(122,2)	(48,3)

10.4 ÉCHÉANCIER DES CRÉANCES ET DES DETTES

Les soldes présentés au bilan s'analysent comme suit :

	31/12/19			31/12/18
	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Créances clients et factures à établir, brut	3 625,2	3 441,6	183,6	64,1
Provisions pour dépréciation clients	(121,7)	(67,0)	(54,7)	(6,5)
Créances clients et factures à établir, net	3 503,5	3 374,6	128,9	57,6
Impôts et taxes (hors IS)	1 194,1	1 120,3	73,8	105,2
Autres créances, brut	550,6	499,6	51,0	40,0
Provisions pour dépréciations des autres créances	(8,7)	(8,7)	--	--
Autres créances, net	1 736,0	1 611,2	124,8	145,2
Créances clients et autres créances courantes	5 239,5	4 985,8	253,7	202,8
Dettes fournisseurs et effets à payer	2 960,5	2 939,0	21,5	4,8
Prov. pour congés payés et organismes sociaux	1 854,8	1 821,0	33,8	42,4
Impôts et taxes (hors IS)	1 122,6	1 122,4	0,2	0,4
Autres dettes et charges à payer	875,8	776,1	99,7	22,0
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	6 813,7	6 658,5	155,2	69,6

L'évolution des provisions pour dépréciation des comptes clients s'analyse comme suit :

	31/12/18	Dotation / reprise	Change et périmètre	31/12/19
Provisions pour dépréciation clients	(119,2)	(2,1)	(0,4)	(121,7)

Le Groupe peut procéder à des cessions de créances commerciales, principalement sur l'Etat français, et d'effets de commerce. Au 31 décembre 2019, l'en-cours des créances et effets de commerce cédés s'élève à 715,2 M€ (contre 219,2 M€ au 31 décembre 2018). La variation de l'en-cours s'explique essentiellement par le niveau élevé des créances échues sur l'Etat français au 31 décembre 2019 par rapport à l'année précédente.

Ces cessions étant sans recours contre le cédant en cas de défaut de paiement du débiteur, les créances concernées font l'objet d'une « décomptabilisation » de l'actif.

10.5 ENGAGEMENTS LIÉS AUX CONTRATS COMMERCIAUX

Les obligations contractuelles du Groupe envers ses contreparties (principalement ses clients) peuvent faire l'objet de garanties ou d'engagements de trois types :

a) Garanties bancaires

- **Garanties de soumission** : Dans le cadre de son activité, le Groupe répond régulièrement à des appels d'offres. Afin d'assurer le caractère définitif de l'offre présentée, et d'obtenir une indemnisation à défaut, le client peut exiger une garantie de soumission. Au 31 décembre 2019, le montant total de ces garanties s'élève à 32,0 M€ (18,2 M€ au 31 décembre 2018).
- **Garanties de bonne exécution** : De la signature du contrat jusqu'à la fin de son exécution, le Groupe peut s'engager, par l'intermédiaire de banques, à dédommager un client en cas de manquement à ses obligations contractuelles et procéder à la mise en place de garanties de bonne exécution. Au 31 décembre 2019, le montant total de ces garanties s'élève à 1 943,4 M€ (1 910,6 M€ au 31 décembre 2018). Le coût des moyens techniques, opérationnels et financiers permettant au Groupe de respecter ses obligations est évalué, affaire par affaire, et fait partie intégrante du coût à terminaison de l'affaire. A défaut, tout risque potentiel avéré est estimé, affaire par affaire, et est provisionné dans les comptes du Groupe le cas échéant.
- **Garanties de restitution d'avances** : Pour financer l'exécution du contrat, le Groupe perçoit, selon les termes du contrat, des paiements de la part de clients qui sont enregistrés en dettes au bilan. Afin d'en garantir la restitution éventuelle en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, le Groupe peut mettre en place, à la demande du client, une garantie de restitution d'avances. Au 31 décembre 2019, le montant total de ces garanties s'élève à 1 970,9 M€ (1 991,8 M€ au 31 décembre 2018).
- **Cautions de garantie** : Le Groupe estime et provisionne le coût de la garantie destinée à assurer au client la bonne conformité des produits livrés pendant la période de garantie contractuelle. Dans de nombreux cas, la retenue provisoire de trésorerie s'appliquant contractuellement pendant cette période peut être substituée par la mise en place, par l'intermédiaire de banques, d'une caution de garantie. Au 31 décembre 2019, ces engagements s'élèvent à 159,0 M€ (147,2 M€ au 31 décembre 2018).

L'échéancier de ces engagements se présente comme suit :

	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/19	31/12/18
Garanties de soumission	16,4	4,2	11,4	32,0	18,2
Garanties de bonne exécution	554,0	990,6	398,8	1 943,4	1 910,6
Garanties de restitution d'avances	1 156,7	671,3	142,8	1 970,9	1 991,8
Cautions de garantie	88,2	47,2	23,5	159,0	147,2
Autres cautions bancaires	94,5	105,3	72,0	271,8	156,5
Total	1 909,8	1 818,8	648,5	4 377,1	4 224,3

b) Garanties maison-mère

Les garanties maison-mère sont délivrées par Thales société mère et visent à garantir les obligations de ses filiales envers leurs clients principalement au titre de contrats commerciaux, mais aussi ponctuellement envers des fournisseurs au titre d'engagements d'achats de services à long terme.

Elles peuvent aussi être émises en faveur d'institutions financières afin d'améliorer les conditions des concours qu'elles accordent à certaines filiales.

L'encours total s'élève à 15 278,5 M€ au 31 décembre 2019 (13 417,4 M€ au 31 décembre 2018).

c) Engagements de compensation

L'obtention de grands contrats, en particulier dans le domaine de la défense, peut être conditionnée dans certains pays à l'obligation légale ou réglementaire de réalisation d'obligations de compensations locales ou *Offsets*, directs, semi-directs ou indirects.

Les risques associés sont décrits dans la section 1.1.2.1.10 du document de référence 2018.

11. LITIGES

A la date de publication du présent document, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, ayant eu au cours des 12 derniers mois ou susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

12. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le Groupe n'a pas connaissance d'événements significatifs postérieurs à la clôture.

13. PRINCIPES COMPTABLES

a) Présentation des états financiers

Compte de résultat

Les charges du compte de résultat sont présentées de manière analytique par destination.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel avant prise en compte :

- du résultat de cessions d'immobilisations incorporelles ou corporelles, d'activités ou de participations ;
- de l'incidence des variations de périmètre sur le résultat net consolidé avant impôts (note 13-b) ;
- de l'incidence des modifications, réductions ou liquidations de régimes de retraite et autres avantages à long terme ;
- des pertes de valeurs sur actifs immobilisés ;
- d'autres éléments opérationnels provenant d'événements à caractère inhabituel et générant un impact significatif sur les comptes.

Bilan

Le Groupe exerce dans ses différents secteurs, et pour une part significative, des activités à cycle d'exploitation long. En conséquence, les actifs (passifs) généralement réalisés (réglés) dans le cadre du cycle d'exploitation des entités (stocks, créances et dettes fournisseurs, avances, provisions...) sont présentés dans le bilan consolidé en actifs et passifs courants, sans distinction entre la part à moins d'un an et la part à plus d'un an.

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie permet l'analyse de la variation du poste « trésorerie et équivalents de trésorerie », tel que défini dans la note 13-h. Il est établi selon la méthode indirecte à partir du résultat net consolidé et est ventilé selon trois catégories :

- le cash-flow net des activités opérationnelles, qui inclut les intérêts financiers. Les flux de trésorerie relatifs à l'impôt sur les sociétés sont présentés dans cette catégorie, sauf s'ils sont spécifiquement rattachables aux activités d'investissement ou de financement ;
- le cash-flow net des activités d'investissement, incluant les investissements nets d'exploitation (acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, y compris les frais de développement capitalisés) et les investissements financiers nets ;
- le cash-flow net des activités de financement, comprenant les dividendes versés, les souscriptions au capital dans le cadre d'exercices d'options, les acquisitions / cessions d'actions propres, les émissions et remboursements d'emprunts, la variation des découverts bancaires ...

Le Groupe présente par ailleurs l'évolution de sa **trésorerie nette**, solde non défini comptablement qui intègre la dette financière brute, sous déduction de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements immédiatement disponibles. La variation de la trésorerie nette, présentée en note 6.4, met en évidence le **free cash-flow opérationnel**, qui correspond au cash-flow net des activités opérationnelles, diminué des investissements nets d'exploitation, et augmenté de la contribution à la réduction des déficits de financement des régimes de retraite au Royaume-Uni.

Résultats ajustés

Afin de mieux permettre le suivi et la comparabilité de ses performances opérationnelles et financières, le Groupe présente des indicateurs-clés définis comme suit :

L'**EBIT** correspond au résultat opérationnel courant, auquel s'ajoute la quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence. Ce total est corrigé des écritures enregistrées dans le cadre des regroupements d'entreprises (amortissement des actifs évalués dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition et autres charges directement liées à l'acquisition).

Le **résultat net ajusté** est présenté dans le rapport de gestion du Groupe. Il correspond au résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de la société mère, sous déduction des éléments suivants, nets des effets impôt associés :

- L'amortissement des actifs évalués dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition (regroupements d'entreprises) ;
- Les autres charges directement liées à ces regroupements d'entreprises ;
- Les pertes de valeur sur actifs immobilisés ;
- Le résultat des cessions, variations de périmètre et autres ;

- La variation de valeur des instruments dérivés de change, comptabilisée au sein des « autres éléments du résultat financier » ;
- Les écarts actuariels liés aux avantages à long terme, inclus dans le « résultat financier sur retraites et avantages à long terme ».

Le **résultat net ajusté par action** correspond au résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la société mère, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice considéré.

Engagements hors bilan

Les informations relatives aux engagements hors bilan sont présentées dans les notes suivantes :

- Note 9.3-f : engagements liés au financement des retraites ;
- Note 10.5 : engagements liés aux contrats commerciaux.

Parties liées

Les parties liées du Groupe sont les suivantes : les actionnaires de Thales société mère (notamment l'Etat français et Dassault Aviation), les sociétés contrôlées par ces mêmes actionnaires, les sociétés sous contrôle conjoint, les sociétés sous influence notable et les dirigeants.

La section 4.2.3.3 du document de référence 2018 décrit les principales dispositions relatives au pacte d'actionnaires régissant les relations entre l'Etat français (le « Secteur Public ») et Dassault Aviation (le « Partenaire Industriel ») au sein de Thales, à la convention sur la protection des intérêts stratégiques nationaux ainsi qu'à la convention spécifique liant l'Etat et Thales.

Les informations relatives aux transactions avec les parties liées figurent dans les notes suivantes :

- Le chiffre d'affaires avec l'Etat français (principalement avec la Direction Générale de l'Armement) en note 6.6-b.
- Les transactions avec les co-entreprises en note 5.1-e.

Les transactions avec les autres parties liées ne sont pas significatives.

Les rémunérations, avantages et charges sociales attribués aux Administrateurs et au Comité exécutif compris dans le résultat net de l'exercice, figurent dans la note 9.5.

b) Périmètre de consolidation et variations de périmètre

Périmètre de consolidation

Les états financiers des sociétés d'importance significative que Thales contrôle directement ou indirectement, sont intégrés globalement. Les sociétés d'importance significative que Thales contrôle conjointement (co-entreprises), ou dans lesquelles Thales exerce une influence notable (entreprises associées) sont mises en équivalence.

Les principales sociétés consolidées sont listées en note 15.

La liste exhaustive des participations hors de France est par ailleurs publiée sous le site internet du Groupe (<https://www.thalesgroup.com/fr/responsabilité>).

Prise de contrôle (regroupements d'entreprises)

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode dite de l'acquisition telle que définie dans la norme IFRS 3. En application de cette méthode, le Groupe comptabilise à la date de prise de contrôle les actifs acquis et passifs repris identifiables à leur juste valeur, ainsi que toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise.

Ces participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées soit à la juste valeur, soit à la part proportionnelle dans l'actif net identifiable. Le Groupe détermine au cas par cas l'option qu'il applique.

Les coûts directs liés au regroupement (honoraires d'évaluateurs, de conseils...) sont enregistrés en « autres charges opérationnelles » dès qu'ils sont encourus.

Les écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés immédiatement en « autres résultats opérationnels ». Les écarts d'acquisition positifs relatifs aux sociétés contrôlées sont enregistrés à l'actif du bilan en « immobilisations incorporelles ». Les écarts d'acquisition positifs relatifs aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés en « titres mis en équivalence ».

Ces écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font, chaque année, l'objet de tests de perte de valeur. Les pertes de valeur éventuelles relatives aux écarts d'acquisition sont inscrites sur la ligne « perte de valeur » au sein du résultat opérationnel et ne sont pas réversibles. Les pertes de valeur liées aux titres mis en équivalence sont comptabilisées en « résultat des sociétés mises en équivalence ». Ces pertes de valeur sont réversibles.

c) Chiffre d'affaires

Les principes de reconnaissance du chiffre d'affaires pour le Groupe sont les suivants :

Segmentation des contrats en obligations de prestations

Certains contrats prévoient la fourniture au client de biens et services distincts (par exemple lorsqu'ils combinent construction d'actif(s), exploitation et/ou maintenance). Dans ces situations, le contrat doit être segmenté en plusieurs affaires comptables (dites obligations de prestations), avec des taux de marge différenciés et des rythmes de reconnaissance du chiffre d'affaires propres.

Le prix du contrat est alloué à chaque obligation de prestation en proportion des prix de vente spécifiques des biens et services sous-jacents, afin de refléter la part du prix à laquelle Thales s'attend à avoir droit en échange de la fourniture de ces biens ou services.

Les options notifiées par le client pour la fourniture de biens ou services supplémentaires distincts sont généralement comptabilisées séparément du contrat initial.

Evaluation du chiffre d'affaires affecté aux obligations de prestations

Les éléments variables inclus dans le prix de vente du contrat ne sont pris en compte que s'il est hautement probable que la levée ultérieure des incertitudes entourant l'élément variable ne conduira pas à une annulation significative du chiffre d'affaires déjà reconnu.

Les pénalités de retard ou relatives à la mauvaise exécution d'une obligation de prestation sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Le prix de vente est ajusté des composantes de financement jugées significatives, afin de refléter un prix de vente « au comptant » de la prestation fournie. Une composante de financement existe dans les cas où les parties ont convenu de mettre en place, à travers les termes contractuels, un financement au bénéfice de l'une des parties au contrat.

Le chiffre d'affaires ne tient compte des produits résultant de réclamations présentées que lorsqu'il est hautement probable que celles-ci seront acceptées par le client.

Les avenants contractuels négociés avec des clients ne sont inclus dans le prix que lorsqu'ils deviennent juridiquement exécutoires.

Reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement ou à un moment précis

Le chiffre d'affaires de chaque obligation de prestation identifiée au contrat est reconnu lorsque cette obligation est satisfaite, c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle du bien ou du service promis.

Le transfert du contrôle des biens au client est progressif, le chiffre d'affaires correspondant étant alors reconnu à l'avancement, lorsqu'il peut être démontré que :

- le bien vendu n'a pas d'usage alternatif et ;
- le Groupe dispose d'un droit irrévocable à paiement au titre des travaux réalisés à date (correspondant aux coûts encourus à date, plus une marge raisonnable), en cas de résiliation pour une raison autre qu'un défaut de performance de Thales.

Ces critères sont réunis pour la grande majorité des contrats de conception et de livraisons de biens complexes au sein du Groupe.

Le chiffre d'affaires associé à la vente de biens ayant un usage alternatif, et/ou au titre duquel le Groupe n'a pas de droit exécutoire à être payé en cas d'arrêt du contrat pour convenance, est reconnu lorsque le bien est livré au client. C'est le cas de la vente d'équipements (principalement dans l'avionique civile) et de pièces détachées.

Le chiffre d'affaires relatif aux contrats de services est généralement reconnu selon l'avancement des prestations, le client bénéficiant de ces services au fur et à mesure qu'ils sont rendus par Thales.

Méthode de mesure de l'avancement

La méthode de mesure de l'avancement retenue par le Groupe est généralement la méthode de l'avancement des dépenses : le chiffre d'affaires est reconnu sur la base des coûts encourus à date, rapportés à l'ensemble des coûts attendus à terminaison.

Reconnaissance de la marge

Toute perte probable sur un contrat est provisionnée intégralement dès qu'elle est connue, en application des dispositions d'IAS 37 sur les contrats déficitaires.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes (présenté en note 2.3) correspond au chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre d'obligations de prestation non encore exécutées ou partiellement exécutées à la date de clôture.

d) Actifs et passifs opérationnels

Stocks et en-cours

Les stocks et les en-cours sont évalués à leur coût de revient (par les méthodes du FIFO ou du prix moyen pondéré) et dépréciés lorsque leur valeur nette de réalisation devient inférieure au coût de revient. Les en-cours, produits semi-finis et finis sont évalués au coût direct des matières premières, de la main d'œuvre de production et des achats de sous-traitance consommés au cours de la production, augmenté d'une quote-part de frais généraux industriels et de tous les autres coûts directement affectables aux contrats.

Lorsqu'il est significatif, le coût des emprunts encouru pendant la période de construction d'un actif qualifié est incorporé dans la valeur de cet actif. Le taux retenu est celui de l'emprunt lorsque le financement est spécifique, ou à défaut, le taux de financement du Groupe.

Coûts d'exécution des contrats

Ces coûts couvrent les travaux préparatoires, non directement financés par le client, mais nécessaires à l'exécution d'un contrat. Ils ne participent pas à la détermination de l'avancement. Ils sont inscrits à l'actif et amortis au fur et à mesure que le chiffre d'affaires est reconnu.

Actifs et passifs sur contrats

Pour un contrat donné, le montant cumulé du chiffre d'affaires comptabilisé au titre de l'ensemble des obligations de prestation du contrat, diminué des paiements reçus et des créances clients qui sont comptabilisées séparément, est présenté au bilan au sein des rubriques « actifs sur contrat », ou « passifs sur contrat ».

Créances clients

Une créance est un droit inconditionnel à paiement de la part du client.

Le Groupe applique une méthode de provisionnement de ses créances basée sur une appréciation prospective du risque de crédit à l'initiation de la créance et de son aggravation au cours du temps. L'évolution des provisions pour dépréciations est présentée en note 10.4.

Le Groupe peut procéder à des cessions de créances commerciales, principalement sur l'Etat français, et d'effets de commerce. Ces cessions, sans recours contre le cédant en cas de défaut de paiement du débiteur, font l'objet d'une « décomptabilisation » de l'actif, la quasi-totalité des risques et avantages associés ayant été transférée (le risque de dilution étant conservé par Thales). Les implications continues de Thales dans les créances cédées au sens de la norme IFRS 7 sont la conservation du mandat de recouvrement des créances cédées.

e) Frais de recherche et de développement

Une partie significative des dépenses de recherche et développement est financée par des clients et organismes publics. Les frais de recherche et de développement autofinancés sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, à l'exception des frais de développement des projets pour lesquels les critères d'inscription à l'actif du bilan ci-après sont satisfaits :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit/projet est clairement démontrée, et l'expérience du Groupe dans ce domaine est confirmée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- l'entreprise a l'intention de produire et de commercialiser, ou d'utiliser le nouveau produit ou procédé et peut démontrer sa rentabilité. La rentabilité est appréciée sur la base d'hypothèses commerciales prudentes pour refléter les aléas propres aux cycles longs des activités du Groupe, notamment dans l'aéronautique. Des taux de rentabilité interne minimums sont requis dans le cas de projets jugés risqués.

La majorité des dépenses de développement activées concerne les activités aéronautique et sécurité pour lesquelles les produits développés sont relativement génériques et peuvent être vendus à un grand nombre de clients potentiels. Inversement, les dépenses de développement liées aux activités de défense sont réalisées sur des marchés plus spécifiques et restreints, avec un nombre d'acteurs limité,

pour lesquels la spécificité des produits développés rend plus difficile une mutualisation des études de développement et donc la capitalisation des coûts engendrés.

Les frais de développement inscrits à l'actif sont amortis sur la durée d'utilisation du produit. En règle générale, le mode d'amortissement est déterminé par référence aux quantités sur la période de prise en compte des avantages futurs. Si ce mode ne peut être déterminé de manière fiable, l'amortissement linéaire est pratiqué. La période d'amortissement est fonction du domaine d'activité.

Les actifs font par ailleurs l'objet de tests de pertes de valeur selon les modalités et hypothèses décrites en note 4.1. Ces pertes de valeur sont réversibles. Les critères de reprise de pertes de valeur sont identiques aux critères retenus pour la décision de première capitalisation des frais de développement.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses filiales. Ces crédits d'impôt sont inclus dans le résultat opérationnel courant lorsque leur obtention ne dépend pas de la réalisation d'un bénéfice fiscal. Dans le cas contraire, ils sont comptabilisés en déduction de la charge d'impôt sur les bénéfices.

f) Restructurations

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dès lors qu'il constitue un passif résultant d'une obligation du Groupe vis-à-vis de tiers, ayant pour origine une décision prise par un organe compétent, matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés et à condition que le Groupe n'attende plus de contrepartie de ces coûts.

Ces coûts sont essentiellement constitués des indemnisations au titre de la fin des contrats de travail, des indemnités de licenciement, des coûts de préavis non effectués, ainsi que des dépenses diverses liées aux fermetures de sites telles que les mises au rebut d'actifs. L'ensemble de ces coûts ainsi que les coûts liés directement à des mesures de restructuration (déménagements, formation du personnel muté...) sont présentés en « coût des restructurations » dans le compte de résultat.

g) Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles du Groupe incluent essentiellement :

- les écarts d'acquisition (note 13-b),
- les actifs acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises, principalement les technologies, les relations clientèle et le carnet de commandes. Ces actifs sont évalués à leur juste valeur et amortis sur leur durée d'utilité. La juste valeur de ces actifs est basée sur des valeurs de marché. En l'absence de marché actif, le Groupe utilise des approches fondées sur des projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation attendus (méthode des superprofits, méthode des redevances...).
- les frais de développement ayant fait l'objet d'une inscription à l'actif (note 13-e),

Les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de perte de valeur.

Immobilisations corporelles

Les terrains, bâtiments et équipements figurent au bilan à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. L'amortissement des immobilisations corporelles est généralement pratiqué en fonction des durées d'utilisations suivantes :

- 20 ans pour les constructions ;
- 1 à 10 ans pour les installations techniques, matériels et outillages industriels ;
- 5 à 10 ans pour les autres immobilisations corporelles (matériel de transport, mobilier ...).

Le montant amortissable tient compte de la valeur résiduelle du bien. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée ou leur rythme d'utilisation estimés et donc leur durée ou leur mode d'amortissement sont significativement différents.

Les frais financiers directement supportés lors de l'acquisition ou pendant la période de construction d'une immobilisation sont incorporés dans le coût de cet actif.

h) Contrats de location

Les contrats répondant à la définition d'un contrat de location au sens de la norme IFRS16 (c'est-à-dire les contrats qui confèrent au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie) sont comptabilisés au bilan, à l'exception des contrats de faible valeur ou de durée inférieure à 12 mois (par mesure de simplification, tel que permis par la norme). Dans les comptes du Groupe, les contrats de location comptabilisés au bilan concernent principalement des contrats de location immobilière (bureaux et sites de production) et, dans une moindre mesure, des véhicules de fonction et quelques matériels informatiques.

Les contrats de location sont comptabilisés au bilan à partir de la date de mise à disposition de l'actif sous-jacent. La dette de location inscrite au passif en contrepartie d'un droit d'utilisation de l'actif loué, correspond aux engagements de loyers futurs actualisés sur la durée du contrat, ainsi qu'au coût d'exercice des options s'il est raisonnablement certain qu'elles seront exercées. Le droit d'utilisation est ajusté, le cas échéant, des paiements effectués d'avance au bailleur, des coûts directs initiaux engagés nets des avantages reçus par le bailleur, et des coûts de remise en état si une obligation est identifiée.

Dans le cas des contrats immobiliers, la durée de location initiale retenue pour le calcul de la dette correspond à la durée contractuelle qui est généralement non-résiliable, le Groupe acceptant le plus souvent de renoncer à des options de résiliation anticipée afin de bénéficier de conditions économiques plus avantageuses. Pour ces contrats, les options de renouvellement prévues ne sont généralement pas prises en compte car les durées contractuelles sont souvent longues et la date d'exercice de ces options est trop éloignée pour que le Groupe puisse juger leur exercice raisonnablement certain.

Le Groupe peut être amené à réviser cette durée au cours de la vie d'un contrat dans le cas où un événement significatif surviendrait, tel que la mise en œuvre d'une réorganisation, ou la réalisation d'investissements coûteux dans les aménagements intérieurs. Dans ces situations, le Groupe veille à ce que la durée d'amortissement des aménagements intérieurs soit cohérente avec la durée retenue pour l'estimation de la dette.

Par ailleurs, lorsque la date de fin d'un contrat est proche, et en l'absence de projet de déménagement, la durée de location est ré-estimée de manière à refléter l'intention du Groupe de renouveler le contrat. Dans cette situation, comme pour les contrats sans limitation de durée (mais résiliables à tout moment avec préavis par le preneur ou le bailleur) ou pour les contrats de courte durée renouvelables sans limite par tacite reconduction, la date de fin du contrat est estimée en tenant compte des conditions légales et contractuelles en vigueur, mais aussi du contexte particulier de chaque contrat (fluidité du marché immobilier local, relations avec le bailleur,...) et des conditions économiques entourant le contrat de location (appréciation de la perte économique que représente, pour le Groupe, l'abandon des aménagements ou constructions qu'il a réalisés sur l'actif loué, ...). Cette méthodologie est conforme à la position du comité d'interprétation des IFRS de novembre 2019.

Dans le cas des autres natures de location, il n'existe généralement pas d'option de résiliation anticipée ou de renouvellement, la durée de location retenue correspond donc à la durée non-résiliable.

Les loyers futurs sont actualisés au taux de financement marginal de l'entité prenante. Ce dernier est déterminé en tenant compte du mode de financement du Groupe, c'est-à-dire qu'il se décompose entre le taux de swap local dans la devise de l'entité et la marge applicable à la société mère pour un financement d'une maturité correspondant à la durée de l'engagement restant.

Le droit d'utilisation est présenté au sein des immobilisations corporelles (note 4.2). Il est amorti linéairement sur la durée du contrat. La charge d'amortissement du droit d'utilisation est incluse dans l'EBIT.

La dette des contrats de location est présentée au bilan au sein de la dette financière (note 6.2). La charge d'intérêts est présentée au compte de résultat au sein des intérêts financiers nets (note 6.1).

Dans le tableau des flux de trésorerie :

- les intérêts payés sont inclus dans le cash-flow des activités opérationnelles,
- l'amortissement de la dette est présenté dans le cash-flow de financement sur la ligne « diminution des dettes financières ».
- les nouvelles dettes de location sont sans effet sur le tableau des flux de trésorerie.

i) Actifs financiers, passifs financiers et instruments dérivés

Actifs financiers

La norme IFRS 9 prévoit une approche unique pour la classification et l'évaluation des actifs financiers, basée sur les caractéristiques de l'instrument financier et l'intention de gestion du Groupe. Ainsi :

- les actifs financiers dont les flux de trésorerie sont représentatifs uniquement du paiement de principal et d'intérêts sont évalués au coût amorti s'ils ont gérés dans le seul objectif de collecter ces flux ;
- dans les autres cas, les actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le résultat, à l'exception des instruments de capitaux propres (titres de participation ...) qui ne sont pas détenus à des fins de transaction et dont les variations de valeur affectent, sur option, les « autres éléments du résultat global ».

Ces principes se traduisent comme suit sur les actifs présentés dans le bilan du Groupe :

- Les titres de participation sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur correspond au cours de bourse pour les titres de sociétés cotées sur un marché réglementé. Pour les autres titres, la juste valeur est généralement déterminée, soit à partir de modélisations fournies par des tiers indépendants, soit par référence à la quote-part de situation nette détenue par le Groupe.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées soit en résultat, soit, sur option irrévocable investissement par investissement, à la juste valeur par « autres éléments du résultat global », sans recyclage ultérieur en résultat. Cette option a été retenue par le Groupe pour l'ensemble des titres en portefeuille à fin 2019. En conséquence, les variations de valeurs ultérieures, positives ou négatives, et, le cas échéant, les plus ou moins-values de cession, seront comptabilisées directement en capitaux propres, sans affecter le résultat. Seuls les dividendes affectent le résultat financier.

- Les créances et prêts financiers sont comptabilisés au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation s'il existe une perte attendue ou une indication objective de perte de valeur. Cette dépréciation, enregistrée sur la ligne « autres résultats financiers », peut être ultérieurement reprise en résultat si les conditions le justifient.
- Les dépôts à terme que Thales a l'intention de détenir jusqu'à échéance sont comptabilisés au coût amorti.
- Les autres actifs financiers sont évalués (incluant les SICAV, fonds communs de placements et équivalents) à la juste valeur par le compte de résultat.
- Le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les montants en caisse, les comptes bancaires ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

Passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les primes d'émission, les primes de remboursement et les frais d'émission sont pris en compte dans le calcul du taux d'intérêt effectif et sont donc constatés en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt.

Instruments dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation des taux d'intérêt et des cours de change.

Les **dérivés de change souscrits en couverture de contrats commerciaux**, et éligibles à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie, sont comptabilisés comme suit :

- la variation de juste valeur du dérivé est comptabilisée directement en capitaux propres pour la partie efficace de la couverture, jusqu'à ce que les flux couverts impactent le résultat. La partie inefficace est enregistrée en résultat,
- le montant de la transaction en devises est alors ramené au cours du jour de l'opération de couverture.

La variation de juste valeur du report ou déport relatif aux contrats de change à terme est enregistrée en « autres résultats financiers » car elle est exclue de la relation de couverture.

La valeur temps des options de change documentées en couverture est traitée comme un coût de la couverture : les variations de juste valeur de la valeur temps sont comptabilisées en « autres éléments du résultat global » puis recyclées en résultat financier au même rythme que l'élément couvert.

En ce qui concerne **les dérivés de change fermes soucrits en couverture d'actifs et passifs financiers**, et documentés en couverture de juste valeur, le report /déport est étalé linéairement au sein du résultat financier.

Les **dérivés de taux** font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de valeurs d'actifs et de passifs,
- une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeurs de flux futurs de trésorerie (flux d'intérêts futurs inconnus générés par des emprunts souscrits à taux variables ou des emprunts futurs à émettre hautement probables, par exemple).

Dans le cas des relations de couverture de juste valeur, notamment pour la part des emprunts obligataires à taux fixes « swapés » à taux variables, les passifs financiers couverts par des instruments dérivés de taux d'intérêt sont réévalués à hauteur du risque couvert. Les variations de valeur de l'élément couvert sont comptabilisées en résultat de la période et viennent ainsi compenser les variations symétriques de l'instrument dérivé.

Dans le cas des relations de couverture de flux de trésorerie, les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux enregistrés au bilan sont alors comptabilisées directement en contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace, jusqu'à ce que les flux couverts impactent le résultat.

j) Actifs et passifs d'impôt différé

Thales comptabilise un impôt différé lorsque la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur comptable.

Les actifs d'impôts différé ne sont pas constatés s'il est probable que la société concernée ne pourra pas les recouvrer. Pour apprécier sa capacité à récupérer ces actifs, le Groupe tient compte notamment des prévisions de résultats fiscaux futurs des entités fiscales sur un horizon généralement de cinq ans, des éléments passés non récurrents et des stratégies fiscales spécifiques à chaque pays.

k) Retraites et autres avantages à long terme

Les engagements des régimes à prestations définies sont évalués par des actuaires indépendants, selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière. Ces calculs intègrent principalement des hypothèses d'actualisation financière, d'inflation, de mortalité, de rotation du personnel...

Des gains et pertes actuariels sont induits par les changements d'hypothèses ou les écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs des régimes :

- Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont reconnus en « autres éléments du résultat global », sans reclassement ultérieur dans le compte de résultat. Le cas échéant, les ajustements provenant du plafonnement des actifs nets relatifs aux régimes surfinancés suivent la même méthode.
- Les écarts actuariels relatifs aux autres avantages à long terme sont immédiatement comptabilisés en résultat financier (note 9.3).

Dans le cadre d'une modification, d'une réduction ou d'une liquidation de régime, le coût des services passés est intégralement comptabilisé au sein du résultat opérationnel non courant dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont intervenus.

La charge d'intérêt nette, déterminée sur la base du taux d'actualisation des engagements, est comptabilisée en résultat financier.

l) Paiements fondés sur des actions

Plans d'actions gratuites

Thales attribue régulièrement à ses salariés des actions gratuites et/ou des actions de performance. Ces attributions donnent lieu à la comptabilisation d'une charge représentative de la juste valeur des services rendus à la date d'attribution. Cette charge de personnel est enregistrée en contrepartie des capitaux propres.

La juste valeur des services rendus est déterminée en se référant à la juste valeur des actions à la date d'attribution des droits, déduction faite du montant actualisé des dividendes non perçus par les salariés sur la période d'acquisition des droits et en tenant compte des conditions de présence.

Les conditions de performances internes sont prises en compte uniquement par le biais de l'ajustement du nombre probable d'instruments dont l'acquisition par les membres du personnel est attendue à l'issue

de la période d'acquisition. Elles ne sont donc pas prises en compte lors de l'évaluation de la juste valeur des instruments octroyés, déterminée à la date d'attribution.

La charge comptable relative à ces plans est incluse dans le résultat opérationnel courant avec pour contrepartie le compte de réserves consolidées, sans incidence sur les capitaux propres totaux. Le versement de la rémunération étant soumis à une condition de présence, la charge est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. Elle est ajustée, le cas échéant, pour tenir compte de la perte des droits.

Plans en unités indexées sur la valeur de l'action Thales

Des plans en unités indexées sur la valeur de l'action Thales, dont certaines sont soumises à conditions de performance, ont été mis en œuvre en 2014 et 2015. A échéance, les bénéficiaires recevront la valeur déterminée pour moitié par dation d'actions et pour moitié en trésorerie.

La part livrée en actions suit les mêmes règles comptables que les plans d'actions gratuites. S'agissant de la part réglée en trésorerie, la norme IFRS 2 prévoit d'évaluer les services acquis et le passif encouru à la juste valeur de ce passif. Jusqu'au règlement de ce passif, la dette est réévaluée en date de clôture en résultat. La réévaluation de la dette tient compte non seulement de la réalisation de la condition de performance et/ou de présence, mais également de la variation de valeur des actions sous-jacentes.

Plans sous forme de *phantom shares* indexées sur la valeur de l'action Thales

S'agissant de plans réglés en trésorerie, la norme IFRS 2 prévoit d'évaluer les services acquis et le passif encouru à la juste valeur de ce passif. Jusqu'au règlement de ce passif, la dette est réévaluée en date de clôture en résultat. La réévaluation de la dette tient compte non seulement de la réalisation de la condition de performance et/ou de présence, mais également de la variation de valeur des actions sous-jacentes.

Plans d'actionnariat salarié

Les offres d'achat d'actions proposées aux salariés avec une décote par rapport au prix moyen de marché dans le cadre des Plans d'Epargne Entreprise ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une interdiction légale de céder les actions pendant une période de cinq ans. L'évaluation de l'avantage accordé aux salariés tient compte de la perte de valeur associée à cette condition d'inaccessibilité.

14. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes de Thales société-mère et des membres de leurs réseaux comptabilisés en charge sur les exercices 2019 et 2018 est présenté ci-après.

Les autres services recouvrent des prestations requises par les textes réglementaires (exemple : acompte sur dividende, augmentation de capital....) ainsi que d'autres prestations compatibles avec la mission de commissaire aux comptes : attestations de dépenses, missions de procédures convenues, prestations de nature fiscale sans incidence significative.

En milliers d'euros	Mazars		E Y		Total	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Certification des comptes	5 584	5 007	6 595	4 841	12 179	9 848
- Emetteur	965	696	595	881	1 560	1 577
- Filiales	4 619	4 311	6 000	3 960	10 620	8 271
Autres services	720	546	727	812	1 447	1 358
- Emetteur	286	180	43	108	329	288
- Filiales	434	366	684	704	1 118	1 070
Total	6 304	5 553	7 322	5 653	13 626	11 206

15. LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

(outre Thales SA, société-mère)

	PAYS	% Intérêt	
		<u>31/12/19</u>	<u>31/12/18</u>
1. ENTITÉS CONTROLÉES (INTÉGRATION GLOBALE) *			
Gemalto, Inc.	Etats-Unis	100%	--
Gemalto Pte Ltd	Singapour	100%	--
Gemalto UK Ltd	Royaume-Uni	100%	--
Thales Alenia Space France SAS	France	67%	67%
Thales Alenia Space Italia SpA	Italie	67%	67%
Thales Australia Ltd	Australie	100%	100%
Thales Avionics, Inc.	Etats-Unis	100%	100%
Thales Avionics Electrical Systems SAS	France	100%	100%
Thales AVS France SAS	France	100%	100%
Thales Canada Inc.	Canada	100%	100%
Thales Defense & Security, Inc.	Etats-Unis	100%	100%
Thales Deutschland GmbH	Allemagne	100%	100%
Thales DIS AIS Deutschland GmbH	Allemagne	100%	--
Thales DIS CPL USA, Inc.	Etats-Unis	100%	--
Thales DIS France SA	France	100%	--
Thales DIS Mexico SA de CV	Mexique	100%	--
Thales DMS France SAS	France	100%	100%
Thales Espana Grp, S.A.U.	Espagne	100%	100%
Thales Ground Transportation Systems UK Ltd	Royaume-Uni	100%	100%
Thales Italia SpA	Italie	100%	100%
Thales LAS France SAS	France	100%	100%
Thales Nederland B.V.	Pays-Bas	99%	99%
Thales Services SAS	France	100%	100%
Thales SIX GTS France SAS	France	100%	100%
Thales Solutions Asia Pte Ltd	Singapour	100%	100%
Thales Transport And Security Ltd	Royaume-Uni	100%	100%
Thales UK Ltd	Royaume-Uni	100%	100%
Trixell	France	51%	51%
2.CO-ENTREPRISES (MISES EN ÉQUIVALENCE)			
Thales-Raytheon Systems Air and Missile Defense Command and Control SAS	France	50%	50%
Naval Group	France	35%	35%
Diehl Aerospace GmbH	Allemagne	49%	49%
Lynred (ex Sofradir SAS)	France	50%	50%
3.ENTREPRISES ASSOCIÉES (MISES EN ÉQUIVALENCE)			
Aviation Communications & Surveillance Systems	Etats-Unis	30%	30%
Airtanker Ltd	Royaume-Uni	13%	13%
Elettronica SpA	Italie	33%	33%
Telespazio SpA	Italie	33%	33%

* Sociétés dont le chiffre d'affaires représente plus de 0.5% du chiffre d'affaires consolidé.

Exemptions de publication de filiales :

Thales applique l'exemption 408 aux Pays-Bas qui permet à Gemalto Holding BV (précédemment Gemalto NV) de ne plus produire de comptes consolidés à compter de 2019.

La filiale allemande Electronic Signalling Services (ESS) GmbH, situés au 1 Thalesplatz, 71254 Ditzingen, a demandé à être exemptée de son obligation de publier des comptes sociaux pour l'exercice 2019, en application de l'alinéa 264 du paragraphe 3 du Code de Commerce allemand.